TV

tremplin le mag

N°56 - AVRIL 2026



LES TREMPLINS



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

Editorial

Si les frappes américaines et israéliennes sur l'Iran ont porté atteinte aux principaux dirigeants iraniens, elles ne sont pas parvenues à provoquer une chute du régime et encore moins un retour au calme au Moyen-Orient. Bien au contraire, ces opérations militaires ont entraîné la fermeture du détroit d'Ormuz, point de passage stratégique du commerce mondial et en particulier des produits pétroliers. La hausse brutale des cours du pétrole pénalise lourdement les économies occidentales et asiatiques, tout en profitant à la Russie qui retrouve une position de fournisseur indispensable.

La géopolitique et l'économie témoignent ici une nouvelle fois de leur étroite imbrication, comme le confirment par ailleurs le retour en force des Houthis en Mer Rouge, la volonté suédoise d'exploiter ses terres rares ou encore les difficultés économiques dont souffrent Cuba depuis sa rupture forcée avec le Vénézuéla, du fait de l'enlèvement de Nicolas Maduro par les Etats-Unis.

Dans le prolongement de cette réflexion, l'actualité nationale revient d'abord sur l'augmentation des prix des carburants qui pénalise toute l'économie française. Cette synthèse de l'actualité nationale revient par ailleurs sur les résultats des élections municipales, sur la pollution au cadmium ou encore sur les conséquences de l'intelligence artificielle sur l'emploi.

Enfin, pour ce dernier numéro avant le concours commun 2026, nous vous proposons deux fiches portant sur des documentaires relatifs au vivant. Nous vous souhaitons une pleine réussite pour les épreuves à venir.

UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS
Arnaud LE GARS - Céline CHARLES - Cyril HUNAULT - Tatiana GOLTSBERG

PHOTOS
Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Iran (Getty) - Des partisans des rebelles houthistes le 27 mars 2026 à Sanaa, au Yémen. (Reuters) - Une carte en relief du gisement de Per Geijer dans la mine de LKAB à 500 mètres de profondeurs, les terres rares, un enjeu stratégique européen. (Gorgi Gotev) - Des nombreux hôtels sont désormais fermés, faute de carburant, et des lieux emblématiques de Cuba sont désertés. Ici, une voiture traverse une rue de La Havane en pleine coupure de courant, le 22 mars 2026. (Reuters / Norlys Perez) - Le président américain Donald Trump, dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, le 31 mars 2026. (Reuters / Evan Vucci) - Le Premier ministre slovène, Robert Golob, s'adresse aux partisans de son parti Gibanje Svoboda (le mouvement pour la liberté) après la publication des résultats des élections législatives à Ljubljana, en Slovénie, le 22 mars 2026. (Jure Makovec / AFP) - Le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir (extrême droite), après le vote à la Knesset, le Parlement israélien, à Jérusalem, le 30 mars 2026. (Itay Cohen /AP) - Podcast France Inter, Pétrole anatomie d'une malédiction - Podcast France Inter, Iran 1979 - Couverture Le triangle des passions du monde, Dominique Moïsi - Drapeaux français (Pxhere) - Graphique Inflation et consommation des ménages (Insee) - Graphique "Municipales 2026 : l'abstention estimée entre 42 et 44 % pour le premier tour", Le Parisien, 15 mars 2026 - Cadmium, Dépliant patients, Association Santé Environnement France - Tableau "l'approche métier en exemple : les radiologues et l'IA", Observatoire des emplois menacés et émergents - Buste (Unplash)

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMPLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE 6

ACTUALITÉ NATIONALE 23

HORIZON SCIENCES PO

- *Koyaanisqatsi*, Godfrey Reggio, 1982 34

- *Grizzly Man*, Werner Herzog, 2005 37

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

- Ormuz en flammes : les conséquences géopolitiques et économiques d'un détroit sous blocus

- Yémen, mer Rouge, Bab-el-Mandeb : les Houthis étendent le conflit à nouveau front stratégique

- Per Geijer : la Suède au cœur de la bataille européenne pour les terres rares

- Cuba, chronique d'une souveraineté en dissolution

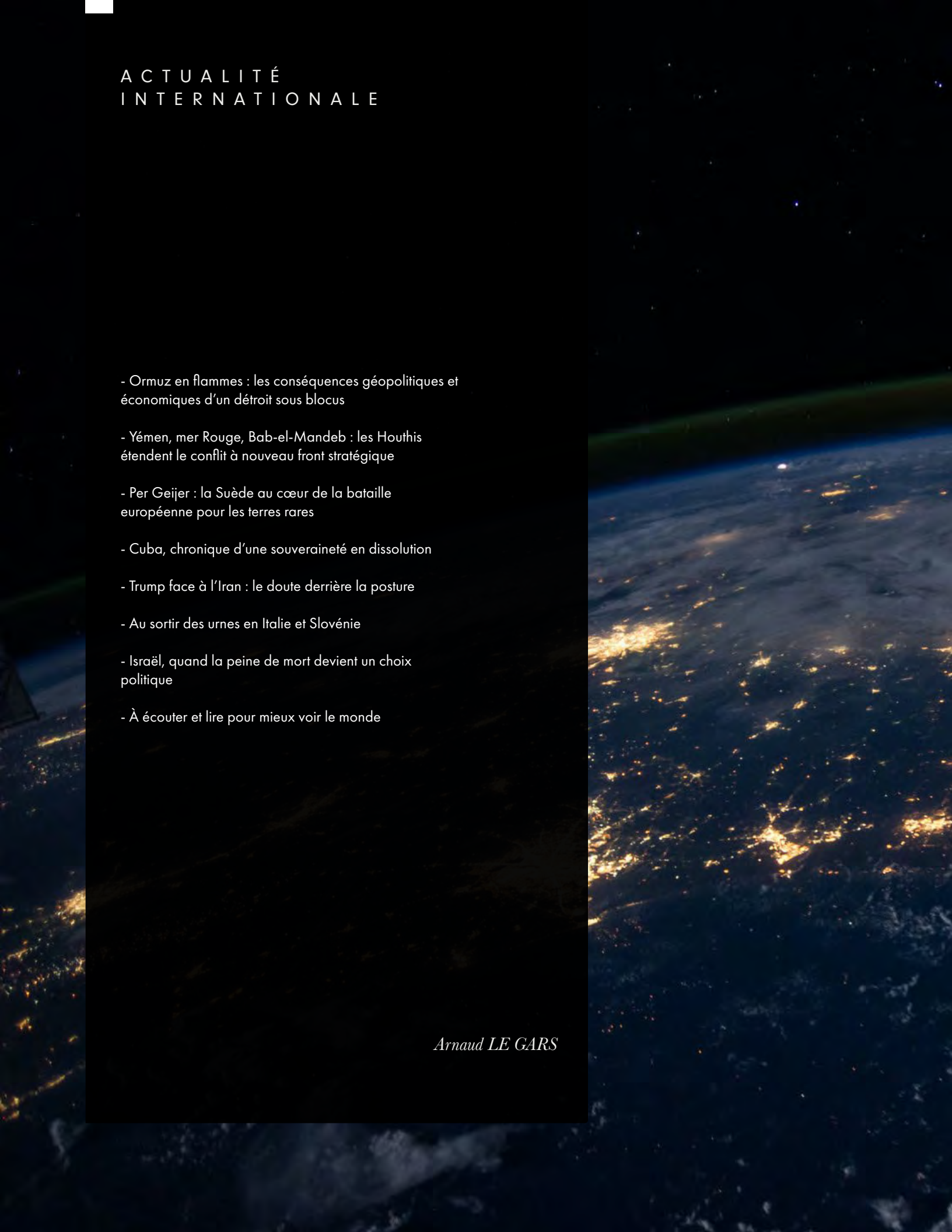
- Trump face à l'Iran : le doute derrière la posture

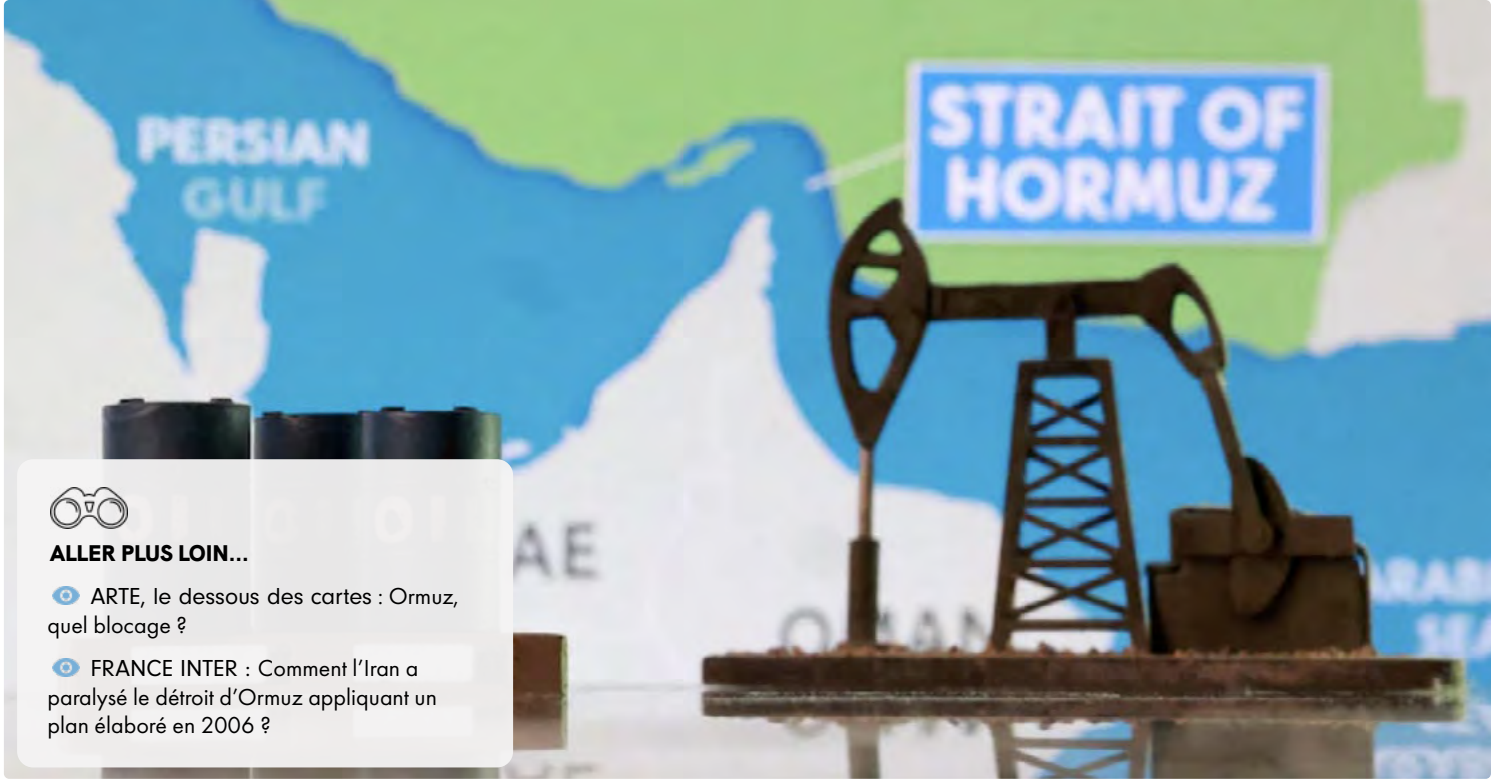
- Au sortir des urnes en Italie et Slovénie

- Israël, quand la peine de mort devient un choix politique

- À écouter et lire pour mieux voir le monde

Arnaud LE GARS





ALLER PLUS LOIN...

ARTE, le dessous des cartes : Ormuz, quel blocage ?

FRANCE INTER : Comment l'Iran a paralysé le détroit d'Ormuz appliquant un plan élaboré en 2006 ?

ORMUZ EN FLAMMES : LES CONSÉQUENCES GÉOPOLITIQUES ET ÉCONOMIQUES D'UN DÉTROIT SOUS BLOCUS

Il aura fallu une nuit de frappes pour que la géographie redevienne le langage de la puissance. Dans les premières heures du 28 février 2026, les États-Unis et Israël lancent une offensive aérienne et navale d'envergure contre l'Iran. En réponse, le Corps des gardiens de la révolution islamique annonce la fermeture du détroit d'Ormuz, bloquant instantanément le transit de navires civils et provoquant un arrêt quasi total du trafic maritime. En quelques heures, un couloir de 54 kilomètres de large — le plus stratégique de la planète — bascule dans l'état de guerre. Les conséquences, économiques, diplomatiques et systémiques, se propagent à une vitesse que peu d'analystes avaient osé modéliser.

Un verrou énergétique mondial

Le détroit d'Ormuz n'est pas une simple voie d'eau. Selon l'Agence internationale de l'énergie, il constituait en 2025 le point de passage de 20 % des ventes mondiales de pétrole et produits pétroliers, soit environ 20 millions de barils par jour. Fermer Ormuz, c'est couper l'artère principale d'une économie mondiale sous perfusion d'hydrocarbures. Même au plus fort du conflit entre l'Iran et l'Irak dans les années 1980, même durant les guerres du Golfe, le détroit n'avait jamais été fermé. Cette fois, l'impensable a eu lieu.

Les effets immédiats sur les marchés pétroliers ont été brutaux. En février 2026, les cours du brut Brent s'étaient déjà hissés à environ 70 dollars le baril en raison des tensions croissantes entre Washington et Téhéran. Le blocus a fait exploser ces chiffres. Le prix du baril de brut russe a augmenté de plus de 70 % depuis le début de la guerre le 28 février. Pendant ce temps, les pays du Golfe n'ont eu d'autre choix que de réduire drastiquement leur production d'or noir, passant de 26,7 millions de barils par jour à 15,2 millions. La contraction de l'offre est sans précédent depuis les chocs pétroliers des années 1970.

Les routes alternatives existent, mais elles sont insuffisantes. Des oléoducs comme l'East-West Pipeline saoudien ou l'Abu Dhabi Crude Oil Pipeline permettent de contourner le détroit, mais ils ne peuvent transporter qu'une partie de la production régionale. La majeure partie des volumes transitant par le détroit d'Ormuz ne dispose d'aucun autre moyen de quitter la région. Quant aux ports omanais de Duqm et Salalah, envisagés comme alternatives maritimes, plusieurs drones les ont frappés en mars 2026, endommageant des réservoirs de stockage de carburant, rendant cette option encore plus aléatoire.

L'Asie en première ligne

Si l'Europe subit un choc violent, c'est l'Asie qui se retrouve la plus directement menacée. Le continent asiatique représente 84 % des exportations de pétrole brut transitant par le détroit d'Ormuz, les quatre principaux acheteurs étant la Chine, l'Inde, la Corée et le Japon. La vulnérabilité de chacun diffère cependant de manière significative.

Le Japon détient la palme de la dépendance : sa consommation intérieure de pétrole brut repose à 100 % sur l'importation, dont 95 % proviennent du Moyen-Orient, et 70 % transitent par Ormuz. Face à l'urgence, Tokyo a déclenché ses réserves stratégiques — estimées à 254 jours de consommation — et libéré 80 millions de barils sur le marché. La Chine, elle, avait partiellement anticipé : Pékin avait augmenté considérablement ses importations de brut en janvier-février 2026, soit une hausse de 16 % par rapport à la même période de 2025, et ses réserves stratégiques et commerciales sont estimées à 1,2 milliard de barils, soit environ 200 jours de consommation.

Mais la solidité apparente des grandes puissances asiatiques masque la fragilité des économies émergentes de la région, dont les réserves stratégiques sont bien moindres et les capacités d'absorption des chocs de prix beaucoup plus limitées. Le sous-continent indien, l'Asie du Sud-Est, le Pakistan : pour ces économies, le blocus n'est pas une abstraction financière — il menace concrètement les approvisionnements alimentaires, les transports, l'industrie.

L'Europe face à sa vulnérabilité structurelle

Pour l'Europe, la crise d'Ormuz agit comme un révélateur impitoyable. La question centrale, vue du Vieux Continent, n'est pas tant celle d'une pénurie immédiate de pétrole ou de gaz — à la différence de la crise énergétique de 2022 — mais de comprendre comment un choc de prix, une désorganisation logistique et une rupture d'approvisionnement en intrants se propagent dans le tissu industriel. La chimie et la pétrochimie européennes constituent le secteur le plus directement exposé, doublement frappées par la hausse des prix du pétrole et du gaz, avec une compétitivité-coût déjà structurellement sous pression depuis 2022 en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique et en France. À cela s'ajoute la désorganisation logistique : si les tensions à Ormuz se cumulent avec celles de la mer Rouge, le trafic maritime devrait être dévié par le Cap de Bonne-Espérance, allongeant les délais de transit de quinze à vingt jours et induisant des surcoûts de plusieurs centaines de milliers de dollars par voyage.

Plus grave encore, la crise de mars 2026 révèle que la diversification post-Ukraine n'a pas résolu le problème fondamental : elle a simplement déplacé la dépendance de la Russie vers le Golfe et les États-Unis, deux zones géopolitiquement instables. L'Europe se retrouve ainsi, pour la deuxième fois en quatre ans, otage d'une géographie qu'elle avait cru pouvoir contourner par la diplomatie et les contrats à long terme.

Une recomposition des équilibres géopolitiques

Au-delà de l'économie, le blocus d'Ormuz redessine les rapports de force à l'échelle mondiale. La Russie, dont les exportations de brut depuis le port baltique de Primorsk ont bondi à 54 millions de dollars début mars contre environ 35 millions en février, tire un bénéfice direct et cynique du chaos. Moscou, sanctionné depuis 2022, retrouve une position de fournisseur indispensable sur les marchés désorganisés.

La Chine joue quant à elle une partition ambiguë. Principal client de l'Iran, elle bénéficie d'un accès maintenu aux exportations iraniennes. Presque 14 millions de barils de pétrole iraniens ont été exportés via le détroit depuis le 28 février, à destination de la Chine principalement. Pékin se retrouve ainsi dans la position inconfortable d'un acteur qui tire parti de la crise tout en ayant intérêt à sa résolution — la moitié de ses propres importations transitant par ce même détroit.

Du côté occidental, la réponse reste fragmentée. Le président Macron a déployé 19 des 23 principaux navires de surface de la Marine nationale, incluant le porte-avions Charles de Gaulle, pour soutenir une coalition défensive dont l'objectif affiché est la réouverture progressive du détroit. Washington, de son côté, oscille entre l'ultimatum et la négociation, Donald Trump menaçant de détruire les centrales électriques iraniennes en l'absence de réouverture du détroit, sans qu'une stratégie de sortie de crise claire ne soit formulée.

Un avertissement systémique

L'économie mondiale est certes moins dépendante du pétrole qu'en 1973 — moins de 30 % aujourd'hui contre 56 % à l'époque — mais le blocage du détroit d'Ormuz met une fois de plus en lumière les vulnérabilités structurelles du système énergétique mondial. La crise n'est pas un accident : l'histoire du détroit, de la guerre des tankers aux crises de 2011, 2019 et 2025, confirme que cette menace est centrale dans la géopolitique de l'énergie mondiale.

Ce que le blocus d'Ormuz révèle in fine, c'est l'illusion d'une mondialisation résiliente. Les chaînes d'approvisionnement mondiales, les marchés financiers intégrés, les flux énergétiques planétaires : tout cela repose sur quelques couloirs maritimes étroits, quelques points de passage que la volonté d'un seul État — fût-il acculé — suffit à paralyser. Le monde n'a pas su tirer les leçons de Suez en 1956, ni de la guerre des tankers dans les années 1980. Il lui faudra cette fois décider s'il veut enfin bâtir un ordre énergétique moins exposé aux caprices de la géographie et de la guerre. ◆



ALLER PLUS LOIN...

ARTE, le dessous des cartes : les Houthis en mer Rouge, un nouveau front ?

ARTE, 28 minutes : les Houthis, l'engrenage continue au Moyen-Orient ?

Des partisans des rebelles houthistes le 27 mars 2026 à Sanaa, au Yémen.

YÉMEN, MER ROUGE, BAB-EL-MANDEB : LES HOUTHIS ÉTENDENT LE CONFLIT À NOUVEAU FRONT STRATÉGIQUE

Il y a quelque chose de vertigineux dans la trajectoire des Houthis. Né dans les montagnes reculées du nord-ouest du Yémen, ce mouvement armé issu de l'une des nations les plus pauvres du monde est devenu, en moins d'une décennie, un acteur capable de paralyser le commerce international et de redessiner les équilibres géopolitiques régionaux. Le 21 mars 2026, Ansar Allah officialisait son entrée en guerre aux côtés de l'Iran, promettant de lancer des attaques contre les navires américains en mer Rouge et qualifiant ce conflit de "guerre de toute la communauté musulmane." Ce basculement, prévisible dans sa logique, mais redoutable dans ses conséquences, vient compliquer encore davantage une crise déjà sans précédent depuis la fin de la Guerre froide.

La mécanique de l'axe de la résistance

Pour comprendre l'entrée en guerre des Houthis, il faut d'abord comprendre la stratégie iranienne. Téhéran a depuis longtemps renoncé à affronter directement la puissance militaire américaine. L'Iran privilégie une logique de confrontation indirecte, fondée sur des acteurs alliés. Dans ce schéma, les Houthis jouent un rôle déterminant : ils permettent d'étendre la zone de conflictualité vers la mer Rouge sans exposition directe de l'Iran. C'est la doctrine des proxies, poussée à son paroxysme : déléguer la guerre, démultiplier les fronts, épuiser l'adversaire sans engager les propres forces.

Depuis 2014, l'Iran soutient les Houthis par la fourniture d'armes, de technologies et de formations, leur permettant d'utiliser missiles, drones et mines marines. Aujourd'hui, ils sont devenus l'un des alliés les plus puissants et les plus fidèles de Téhéran dans la région. Le résultat est un arsenal qui dépasse de loin ce que laisserait supposer la situation économique catastrophique du Yémen. Les Houthis possèdent des missiles sol-sol d'une portée de 1 800 km, des missiles de croisière d'environ 2 000 km de portée, capables d'atteindre Israël depuis le territoire yéménite. Depuis leur entrée dans le conflit, les Houthis ont revendiqué plusieurs attaques de missiles contre Israël, présentées comme coordonnées avec Téhéran et le Hezbollah libanais. La stratégie est claire : diluer la capacité de réponse israélienne en multipliant les axes de menace et obliger l'État hébreu à défendre simultanément plusieurs fronts distants de milliers de kilomètres.

La mer Rouge, nouveau théâtre de guerre

L'enjeu véritable n'est cependant pas seulement militaire. Il est géographique et économique. En ciblant les routes maritimes de la mer Rouge, les Houthis participent à une stratégie de pression globale déjà entamée par l'Iran qui a bloqué le détroit d'Ormuz. Le message est clair : le conflit peut désormais perturber l'économie mondiale.

La mer Rouge et son accès méridional, le détroit de Bab-el-Mandeb, constituent en effet l'une des artères les plus vitales du commerce international. Ce couloir de 30 kilomètres de large

entre le Yémen et Djibouti concentre une part considérable des échanges entre l'Asie et l'Europe. La fermeture ou la perturbation durable de ce passage, combinée au blocus du détroit d'Ormuz à l'est, créerait un effet ciseau inédit : la fermeture simultanée des deux détroits constituerait un scénario de "somme de toutes les craintes" pour le marché mondial de l'énergie.

Depuis le début de la guerre, l'oléoduc Est-Ouest saoudien permet à Riyad de livrer l'Asie depuis son port de Yanbu sur la mer Rouge en passant par Bab-el-Mandeb. Ce passage est devenu essentiel pour le royaume, qui tente de dérouter une partie des volumes bloqués par la quasi-paralysie du détroit d'Ormuz. Si les Houthis ferment également Bab-el-Mandeb, cette dernière soupape disparaît, privant les monarchies du Golfe de leur unique alternative d'exportation maritime.

Un savoir-faire éprouvé, des défenses occidentales à bout

Les Houthis ne sont pas des novices dans cet exercice. Entre 2023 et 2025, ils ont visé plus de 100 navires marchands en mer Rouge, provoquant des pertes humaines et matérielles. Ce précédent constitue un avertissement : leur entrée en guerre s'accompagne d'un savoir-faire éprouvé. Ils maîtrisent une guerre de saturation à faible coût — drones, missiles balistiques, attaques asymétriques — qui a démontré sa capacité à paralyser les routes commerciales mondiales bien plus efficacement que toute flotte militaire conventionnelle.

Au cours de leur précédente campagne, les Houthis ont attaqué tellement de navires avec des missiles et des drones que les compagnies maritimes ont évité la voie navigable, créant une flambée du prix de certaines marchandises, car les itinéraires alternatifs étaient beaucoup plus longs, entraînant une augmentation des coûts du carburant, des assurances et des salaires des équipages.

La réponse militaire occidentale a montré ses limites. Malgré plus d'un milliard de dollars engagés lors de la précédente campagne, les puissances occidentales n'ont pas réussi à garantir la sécurité de la mer Rouge. Et les moyens disponibles en 2026 sont encore plus contraints : se défendre contre ces attaques pourrait nécessiter des ressources militaires à un moment où les États-Unis sont déjà lourdement engagés dans l'opération contre l'Iran, avec des munitions de défense aérienne mises à rude épreuve.

L'impact économique : un choc sans précédent depuis les années 1970

Sur les marchés, les conséquences sont immédiates et sévères. Le prix du Brent a atteint environ 115 dollars le baril, enregistrant une hausse mensuelle de 59 %. Une progression d'une telle ampleur traduit une anticipation : celle d'un déséquilibre durable de l'offre.

Le détour imposé aux navires commerciaux aggrave la situation. Si la mer Rouge devient impraticable en plus du détroit d'Ormuz, les porte-conteneurs et pétroliers n'auront plus d'autre option que de contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance, allongeant les trajets de plusieurs semaines, explosant les coûts de fret et désorganisant des chaînes d'approvisionnement mondiales déjà fragilisées. La décision des Houthis d'attaquer la mer Rouge dépendra de divers facteurs, notamment de la durée du conflit et des propres calculs stratégiques du groupe, car une éventuelle campagne contre les navires risquerait de perturber davantage les marchés énergétiques mondiaux. Mais la logique de la guerre par proxies pousse dans le sens d'une activation : plus le conflit s'enlise, plus Téhéran a intérêt à multiplier les points de pression.

Une réponse internationale fragmentée

Face à cette menace, la communauté internationale peine à s'organiser. Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont débattu de l'extension de la mission navale Aspides — initialement déployée en mer Rouge en 2024 — au détroit d'Ormuz, tandis que la pression américaine sur les partenaires européens et asiatiques pour sécuriser le transit du pétrole s'intensifie. Mais les divergences sont profondes : l'Allemagne a exclu sa participation, et la question des objectifs de la guerre contre l'Iran reste sans réponse claire.

L'arme du blocage des hydrocarbures a ses limites pour le régime iranien, puisque ce ne sont pas ses principaux ennemis — les États-Unis et les pays occidentaux — qui sont les plus touchés, mais davantage les pays du continent asiatique, Chine en tête. Pékin se retrouve ainsi dans une position intenable : client privilégié de l'Iran, il souffre pourtant directement du blocus qu'il soutient implicitement en s'abstenant de condamner Téhéran.

Un conflit qui redéfinit la géographie de la puissance

L'entrée en guerre des Houthis révèle une vérité que les grandes puissances ont longtemps refusé d'admettre : dans la guerre asymétrique du XXIe siècle, la géographie vaut plus que les porte-avions. Tenir les hauteurs côtières du Yémen, c'est tenir la mer Rouge. Tenir la mer Rouge, c'est tenir une part significative du commerce mondial.

L'entrée dans le conflit des Houthis marque une escalade grave risquant d'avoir des conséquences majeures pour la stabilité régionale et le commerce mondial. Ce qui se joue désormais en mer Rouge n'est pas seulement une bataille militaire. C'est une démonstration que l'ordre économique mondial repose sur des goulets d'étranglement que quelques centaines de missiles peuvent suffire à verrouiller — et qu'aucune puissance, aussi considérable soit-elle, n'a encore trouvé la réponse à cette vulnérabilité structurelle. ◆



ALLER PLUS LOIN...

ARTE : Terres rares, un enjeu stratégique

Une carte en relief du gisement de Per Geijer dans la mine de LKAB à 500 mètres de profondeurs, les terres rares, un enjeu stratégique européen

PER GEIJER : LA SUÈDE AU CŒUR DE LA BATAILLE EUROPÉENNE POUR LES TERRES RARES

La découverte du gisement de Kiruna place la Suède au centre d'un enjeu stratégique majeur pour l'Union européenne : réduire sa dépendance à la Chine sur les matières premières critiques. Mais entre ambitions industrielles, contraintes environnementales et délais administratifs, le projet révèle surtout les limites de la souveraineté européenne.

Longtemps présentée comme une découverte capable de transformer l'avenir industriel du continent, la montée en puissance du gisement de terres rares de Per Geijer, près de Kiruna, dans le nord de la Suède, a changé de nature en 2026. Le débat ne porte plus seulement sur la richesse du sous-sol suédois, mais sur la capacité réelle de l'Europe à convertir cette ressource en puissance industrielle. Derrière l'enthousiasme initial, le dossier est devenu un révélateur des tensions entre souveraineté économique, transition écologique et contraintes locales. Les terres rares occupent désormais une place centrale dans les rapports de force internationaux. Elles sont indispensables à la fabrication de batteries, d'éoliennes, de moteurs électriques, d'aimants permanents, d'équipements électroniques avancés, mais aussi de matériels de défense. Dans ce contexte, la découverte suédoise dépasse le simple enjeu minier : elle s'inscrit dans une compétition stratégique entre grandes puissances pour le contrôle des chaînes d'approvisionnement critiques.

Une réponse européenne à la dépendance chinoise

La montée en puissance du gisement de Per Geijer s'inscrit dans un basculement géopolitique plus large. L'Union européenne cherche désormais à sécuriser ses approvisionnements en matières premières critiques dans un contexte de rivalité croissante avec la Chine. Pour Bruxelles, l'enjeu n'est plus seulement industriel, mais stratégique : il s'agit de réduire une vulnérabilité structurelle sur des matériaux devenus essentiels à la transition énergétique et à la compétitivité technologique.

Cette dépendance européenne est profonde. L'Union ne dépend pas seulement de la Chine pour l'extraction des terres rares, mais surtout pour leur séparation, leur raffinage et leur transformation en composants industriels. Autrement dit, même lorsqu'un gisement existe sur le sol européen, l'Europe reste exposée si elle ne maîtrise pas toute la chaîne de valeur. C'est là l'une des grandes fragilités du modèle actuel : disposer d'une ressource ne suffit pas à garantir l'autonomie.

Dans cette perspective, le site de Kiruna est devenu un symbole. Avec une ressource réévaluée à plus de 1,3 million de tonnes d'oxydes de terres rares, Per Geijer est présenté par LKAB (entreprise minière suédoise) comme le principal

gisement européen. Pour l'Union, il incarne la possibilité d'une source interne à long terme, située dans un État stable, technologiquement avancé et politiquement fiable. Mais cette promesse reste suspendue à une question décisive : combien de temps faudra-t-il pour passer de la découverte à la production ?

Le vrai blocage : les permis, pas le minerai

En 2026, le problème n'est plus la taille du gisement. Le véritable enjeu est désormais la vitesse d'autorisation et de construction. Malgré son statut de projet stratégique européen, le dossier doit encore franchir l'ensemble des procédures environnementales prévues par le droit suédois. Permis, études d'impact, recours juridiques et arbitrages administratifs ralentissent considérablement la trajectoire industrielle.

Cette situation met en lumière une contradiction centrale de la politique européenne. D'un côté, Bruxelles veut relocaliser certaines chaînes de valeur, sécuriser ses approvisionnements et réduire sa dépendance à Pékin. De l'autre, les États membres restent attachés à des normes environnementales exigeantes, à la protection de la biodiversité et à des procédures démocratiques longues mais structurantes. Le dossier suédois montre ainsi que la souveraineté industrielle européenne ne peut pas être pensée sans tenir compte des résistances écologiques, sociales et territoriales. La Suède joue ici un rôle charnière. L'exploitation du gisement se heurte à plusieurs contraintes : la protection de l'eau, les impacts sur les écosystèmes nordiques, ainsi que les inquiétudes des communautés Samies, notamment sur le pâturage des rennes. Ces obstacles ne sont pas périphériques. Ils rappellent que toute stratégie de puissance a un coût local, et que l'Europe ne pourra bâtir son autonomie stratégique qu'en arbitrant entre impératifs industriels et légitimité environnementale.

Une souveraineté qui suppose toute une chaîne industrielle

L'un des points essentiels du dossier est qu'il ne concerne pas seulement l'extraction. LKAB a également relancé en 2025-2026 une stratégie industrielle autour de Luleå, où un parc industriel doit traiter du phosphore et des terres rares issus de la chaîne minière existante. Cet aspect est crucial, car la valeur géopolitique du projet dépend précisément de la capacité à créer un écosystème complet. Le cœur du problème européen est là : l'autonomie ne se résume pas à posséder des ressources. Elle suppose aussi des capacités de raffinage, de transformation, de recyclage, de stockage stratégique et d'intégration industrielle. Sans cela, le minerai extrait en Europe risque simplement d'alimenter des chaînes de valeur dominée ailleurs. Le projet suédois pourrait donc devenir un tournant, mais seulement si l'Union accompagne l'exploitation minière par une politique industrielle cohérente. Cette exigence est d'autant plus forte que la Chine conserve une avance décisive. Pékin a déjà démontré sa capacité à utiliser les terres rares comme levier commercial et diplomatique. Dans ce contexte, toute diversification européenne possède une portée politique. En montrant qu'elle peut s'appuyer sur des ressources situées sur son territoire, l'Union gagne un peu de marge face à une dépendance jugée de plus en plus risquée. Mais cette marge reste étroite tant que l'Europe ne maîtrise pas l'ensemble du processus industriel.

Une promesse stratégique, mais pas une solution immédiate

Il serait donc illusoire de voir dans Per Geijer une réponse rapide à la dépendance européenne. Plusieurs estimations rappellent qu'il faudra encore dix à quinze ans avant une production commerciale à grande échelle. La mise en production industrielle est plutôt renvoyée aux années 2030. En ce sens, 2026 n'apparaît pas comme une année de lancement minier, mais comme une année décisive pour savoir si le projet peut réellement sortir de la phase d'autorisation et entrer dans celle du chantier.

Cette temporalité longue est essentielle sur le plan géopolitique. L'Europe ne pourra pas corriger en quelques années une dépendance construite sur plusieurs décennies. Le gisement suédois n'est pas une solution immédiate, mais un investissement de long terme dans une stratégie de résilience. Il ne supprimera pas à court terme la domination chinoise, mais il peut contribuer à la réduire progressivement, à condition d'être intégré dans une approche plus large combinant extraction, raffinage, recyclage et innovation.

Le test politique de l'Europe

Le vrai test, en 2026, est donc celui de la cohérence politique européenne. Si le continent veut transformer une découverte minière en autonomie réelle, il devra accepter des arbitrages difficiles entre transition écologique, souveraineté industrielle et contraintes locales. Toute la difficulté tient à cette équation : accélérer sans sacrifier les normes qui fondent la légitimité du modèle européen.

Le gisement de Per Geijer n'est ni une réponse miracle ni un simple mirage. Il représente un tournant potentiel. S'il reste bloqué dans les procédures, il illustrera l'impuissance d'une Europe consciente de ses vulnérabilités, mais incapable d'y répondre. S'il parvient au contraire à s'inscrire dans une chaîne industrielle complète, il pourra devenir le symbole d'une nouvelle doctrine européenne des matières premières critiques.

Au fond, le dossier suédois résume un changement d'époque. Les matières premières redeviennent des instruments de puissance, les chaînes d'approvisionnement deviennent des enjeux de sécurité, et l'industrie retrouve une dimension pleinement géopolitique. La Suède se retrouve ainsi au centre d'une bataille

qui dépasse largement ses frontières.

Le vrai enjeu n'est plus seulement la découverte d'un grand gisement. Il est de savoir si l'Europe saura transformer cette ressource en souveraineté durable. Per Geijer n'offre pas une indépendance immédiate face à la Chine, mais il peut marquer le début d'un rééquilibrage stratégique — à condition que l'Union accepte enfin de penser la mine, l'industrie et l'autonomie comme les trois dimensions d'un même projet politique. ◆

CUBA, CHRONIQUE D'UNE SOUVERAINETÉ EN DISSOLUTION

Il y a quelque chose d'historiquement ironique dans le destin de Cuba en 2026. L'île qui avait résisté pendant soixante ans aux embargos, aux tentatives de déstabilisation et aux pressions de la première puissance mondiale se retrouve aujourd'hui au bord d'une rupture que ses propres alliés n'ont pas su — ou voulu — empêcher. Non pas vaincue par une invasion, ni renversée par une révolution, mais lentement asphyxiée par la conjonction de ses dépendances, de ses fragilités structurelles et d'un environnement géopolitique qui lui est désormais radicalement hostile. Ce que traverse Cuba en 2026, c'est moins un effondrement soudain qu'une crise de souveraineté fonctionnelle : l'État tient encore debout, mais il n'est plus en mesure de garantir ce qui fonde sa légitimité — l'énergie, la nourriture, la stabilité, la protection.

L'énergie comme talon d'Achille

Pour comprendre la crise cubaine, il faut partir du pétrole — ou plutôt de son absence. L'île ne dispose pas de ressources énergétiques suffisantes pour fonctionner de manière autonome. Depuis des décennies, cette vulnérabilité structurelle était compensée par l'alliance avec le Venezuela bolivarien : Caracas fournissait à La Havane des hydrocarbures à prix préférentiels, et Cuba y envoyait en retour des médecins, des conseillers, du personnel de sécurité. Un troc stratégique qui permettait aux deux régimes de se maintenir mutuellement.

Ce pacte de survie mutuelle est désormais rompu. L'intervention américaine contre Nicolas Maduro et l'effondrement progressif de l'appareil économique vénézuélien ont tari ce flux vital. Cuba se retrouve privée de sa principale source d'hydrocarbures, sans alternative crédible à court terme. Les conséquences sont immédiates et brutales : coupures d'électricité prolongées, paralysie des transports, effondrement du tourisme — secteur pourtant essentiel aux rentrées de devises. La crise énergétique fonctionne alors comme un accélérateur de tous les autres dysfonctionnements. Elle n'est pas seulement un problème technique : c'est un levier de contrainte politique, une démonstration que l'État ne peut plus tenir ses promesses les plus élémentaires envers sa population.

Washington reprend l'offensive

Dans ce contexte de fragilité maximale, l'administration Trump a choisi l'offensive. La stratégie américaine est redevenue ouvertement coercitive : pression renforcée sur les flux de pétrole, restriction des transferts d'argent, durcissement des sanctions économiques, multiplication des obstacles aux échanges commerciaux. L'objectif affiché est de forcer un changement de comportement du régime, voire d'accélérer une transition politique dans ce que Washington considère comme un maillon désormais très fragile de l'axe anti-américain caribéen.

Cette politique produit un double effet paradoxal. D'un côté, elle aggrave considérablement la crise matérielle de l'île, plongeant davantage de Cubains dans la pénurie et précipitant un exode massif — phénomène qui, par ricochet, alimente les tensions politiques en Floride et dans les Caraïbes. De l'autre, elle offre au régime de La Havane un argument politique inépuisable : celui de la résistance face à l'impérialisme historique américain. En serrant l'étau, Washington durcit la crise matérielle, mais conforte paradoxalement le discours de victimisation du pouvoir cubain, qui reste le seul récit structurant que celui-ci soit encore capable de produire.

L'effondrement du réseau de soutien

Ce qui rend la situation de 2026 inédite par rapport aux crises précédentes, c'est l'effondrement simultané de tous les

appuis extérieurs sur lesquels Cuba s'était appuyée. Le modèle de survie cubain reposait depuis des années sur un équilibre à trois pieds : le Venezuela pour l'énergie, la Russie comme soutien diplomatique et matériel, le Mexique comme partenaire régional pragmatique. En 2026, cet équilibre s'est désintégré. Le Venezuela ne peut plus assumer son rôle. Les échanges avec Moscou — absorbée par ses propres crises et ses engagements militaires — reculent sensiblement. Le Mexique, davantage préoccupé par sa relation avec Washington, apparaît désormais comme un fournisseur de secours ponctuel plutôt que comme un garant stratégique.

Cuba perd ainsi sa capacité à diversifier ses dépendances — cette compétence géopolitique essentielle qui lui avait permis de naviguer durant six décennies entre les grandes puissances. Le pays se retrouve plus isolé qu'il ne l'a jamais été depuis la fin de l'URSS, plus exposé aux conditions imposées de l'extérieur, et moins à même de négocier depuis une position de force. L'île est devenue ce qu'elle avait toujours cherché à ne pas être : une variable dépendante.

Un contrat social à l'agonie

La dimension intérieure de la crise est peut-être la plus profonde. Les pénuries énergétiques et alimentaires prolongées, l'exode massif de la population jeune — des centaines de milliers de Cubains ont quitté l'île ces dernières années, vidant le pays de sa force vive — et la dégradation continue du quotidien sapent le fondement même de la légitimité révolutionnaire. Le régime cubain n'a jamais prétendu offrir la démocratie libérale ; il a promis la protection sociale, l'égalité, la dignité dans la résistance. Or, c'est précisément cette promesse-là qui s'effrite aujourd'hui.

Le gouvernement répond par un mélange de réformes économiques partielles — ouverture limitée aux investissements étrangers, assouplissements du secteur privé — et de maintien du contrôle politique. Cette stratégie défensive vise à gagner du temps sans remettre en cause la structure fondamentale du régime. Des contacts ont même été confirmés avec Washington, dans une discrétion qui en dit long sur la fragilité des uns et le calcul des autres. Mais ces ajustements sont perçus comme insuffisants face à l'ampleur de la crise. Ils témoignent d'un pouvoir qui cherche à survivre plutôt qu'à gouverner.

Cuba, symbole et variable stratégique

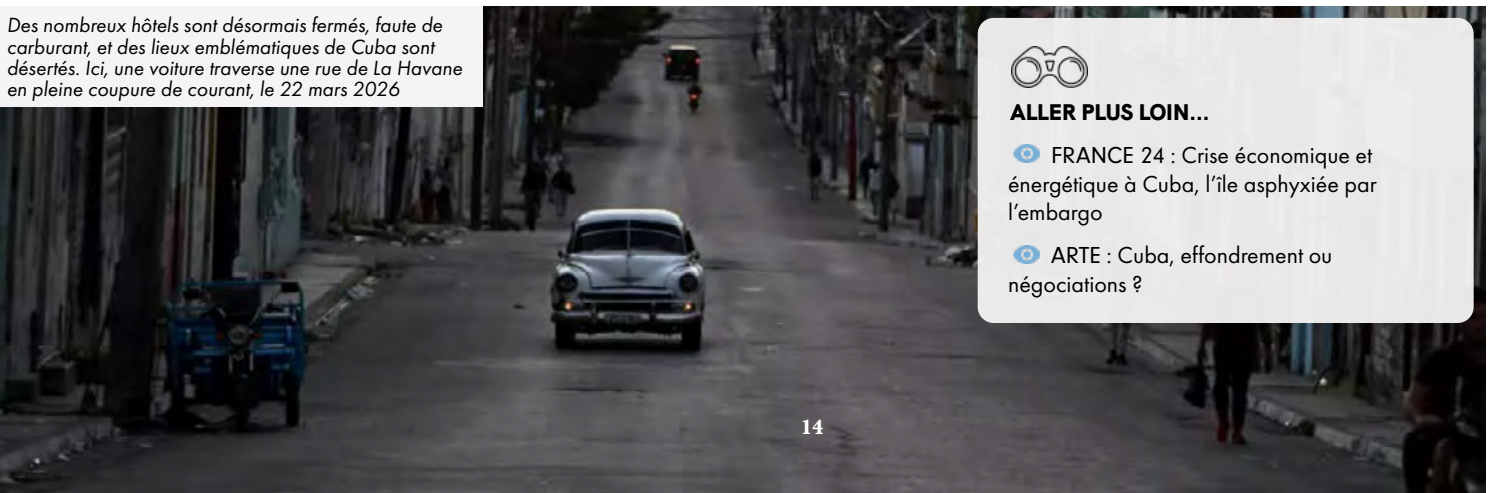
Au-delà de son cas propre, Cuba conserve une importance géopolitique qui dépasse sa taille et ses ressources. Sa position dans les Caraïbes, à 150 kilomètres des côtes de Floride, en fait un dossier stratégique permanent pour Washington : sécurité maritime, flux migratoires, renseignement, influence régionale. Une déstabilisation prolongée de l'île aurait des effets en cascade sur l'ensemble de l'arc caribéen — renforcement des trafics illicites, pression migratoire accrue, vacuum de pouvoir dans une zone déjà fragile.

Mais Cuba est aussi un symbole idéologique. Pendant six décennies, l'île a incarné, pour une partie de l'Amérique latine et du monde, la possibilité d'une résistance à l'hégémonie américaine. Si le régime s'affaiblit durablement — ou s'il se transforme sous pression externe — c'est tout un imaginaire politique régional qui s'en trouve ébranlé. Le signal envoyé au Venezuela, au Nicaragua, à d'autres régimes de l'axe anti-américain, serait clair : la résistance a ses limites, et ces limites sont énergétiques, économiques, démographiques.

Le scénario le plus probable : l'usure

Les analystes s'accordent aujourd'hui sur un diagnostic : ni effondrement soudain, ni redressement spectaculaire. Le scénario le plus plausible à court terme est celui d'une dégradation prolongée — une érosion lente de la capacité étatique, de la légitimité populaire et de la marge de manœuvre diplomatique, sans rupture nette, mais sans stabilisation non plus. Le régime peut encore tenir. Mais tenir n'est pas gouverner. Et un État qui ne fait que tenir finit, tôt ou tard, par lâcher.

Ce que Cuba traverse en 2026, c'est le test ultime d'un modèle politique construit sur la résistance. La question n'est plus de savoir si ce modèle peut vaincre ses adversaires. Elle est de savoir s'il peut survivre à l'épuisement. ◆



Des nombreux hôtels sont désormais fermés, faute de carburant, et des lieux emblématiques de Cuba sont désertés. Ici, une voiture traverse une rue de La Havane en pleine coupure de courant, le 22 mars 2026

ALLER PLUS LOIN...

- FRANCE 24 : Crise économique et énergétique à Cuba, l'île asphyxiée par l'embargo
- ARTE : Cuba, effondrement ou négociations ?



ALLER PLUS LOIN...

FRANCE INTER : Moyen-Orient, pourquoi la doctrine militaire iranienne déjoue les pronostics américains ?

FRANCE CULTURE : Trump piégé par ses ultimatums

Le président américain Donald Trump, dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, le 31 mars 2026

TRUMP FACE À L'IRAN : LE DOUTE DERRIÈRE LA POSTURE

Un mois après le début du conflit en Iran, l'impression dominante est celle d'un brouillard stratégique. Donald Trump alterne les signaux d'apaisement et les démonstrations de force. D'un côté, il laisse entendre qu'une issue diplomatique reste possible ; de l'autre, il a fixé à Téhéran un ultimatum pour rouvrir le détroit d'Ormuz, sous peine de nouvelles frappes contre des infrastructures iraniennes. Dans le même temps, des médiateurs régionaux poussent une proposition de cessez-le-feu de quarante-cinq jours, mais sans garantie de succès, ni confirmation d'un véritable accord politique sur l'après-guerre. Cette séquence révèle moins une stratégie cohérente qu'un double langage : afficher la paix comme horizon, sans renoncer à l'escalade comme outil de pression.

C'est dans ce contexte que l'hypothèse d'opérations terrestres américaines en Iran prend de l'épaisseur. Selon le Washington Post, le Pentagone se prépare à l'éventualité de plusieurs semaines d'actions au sol si Trump décidait de franchir un nouveau seuil. Il ne s'agirait pas d'une invasion massive sur le modèle irakien, mais de raids ciblés : saisie temporaire d'îles ou d'installations côtières, opérations autour du détroit d'Ormuz, ou prise de l'île de Kharg, terminal stratégique par lequel transitent l'essentiel des exportations pétrolières iraniennes. L'idée est claire : priver Téhéran d'un levier économique majeur et sécuriser la circulation maritime. Mais cette option placerait immédiatement des soldats américains à portée des missiles, drones et batteries côtières iraniennes, avec un risque de pertes humaines et d'emballement politique évident.

Kharg concentre, à elle seule, toute l'ambivalence de la stratégie américaine. Sur le papier, s'emparer de cette île offrirait à Washington un puissant levier de négociation : frapper les revenus pétroliers de l'Iran, perturber sa logistique énergétique et montrer que les États-Unis peuvent imposer un coût immédiat à la poursuite du conflit. Mais plusieurs experts interrogés par l'Associated Press soulignent que ce gain potentiel pourrait être illusoire. Kharg est proche du littoral iranien, difficile à défendre durablement et hautement vulnérable à des salves de missiles ou de drones. En d'autres termes, une prise de contrôle américaine pourrait devenir moins un instrument de coercition qu'un piège tactique, obligeant Washington à consacrer toujours plus de moyens à la protection d'une position exposée, sans certitude de forcer l'Iran à céder.

Le problème de fond est que les objectifs américains restent flous. La Maison-Blanche parle tour à tour de sécuriser Ormuz, de faire pression sur Téhéran, de mettre fin à la guerre, de neutraliser durablement les capacités iraniennes et d'obtenir des concessions sur le nucléaire et les missiles. Or, ces buts ne sont pas forcément compatibles. Rouvrir le détroit rapidement pourrait exiger une désescalade. Humilier militairement l'Iran pourrait au contraire prolonger le conflit. Obtenir une capitulation politique de Téhéran paraît encore plus improbable, d'autant que l'Iran a rejeté la précédente offre américaine en quinze points et n'a donné, à ce stade, aucun signe de reddition.

C'est d'ailleurs le second constat majeur de ce premier mois de guerre : malgré les bombardements, l'Iran conserve une capacité de nuisance très réelle. Les autorités américaines estiment que Téhéran n'est pas près d'assouplir sa pression sur le détroit d'Ormuz, précisément parce que cette fermeture lui donne un levier stratégique immense sur le marché mondial de l'énergie. Au début du mois d'avril, les services américains jugeaient improbable une levée rapide de ce point névralgique du commerce mondial. Les derniers développements vont dans le même sens : l'Iran a continué de menacer la navigation, les flux maritimes restent très perturbés et les frappes se sont étendues à des cibles régionales, y compris des positions américaines relocalisées au Koweït selon Téhéran. À cela, s'ajoutent les frappes israéliennes sur les installations énergétiques iraniennes, qui alimentent un cycle d'action-réaction sans débouché clair.
Le détroit d'Ormuz est ici le véritable centre de gravité géopolitique du conflit. En temps normal, environ un cinquième du pétrole mondial y transite. Quand ce couloir se grippe, ce n'est pas seulement le Golfe qui vacille : c'est la mécanique entière du commerce mondial qui se tend, 90 % du trafic reste à l'arrêt ou quasi paralysé. La guerre change déjà la carte économique du Moyen-Orient et pèse bien au-delà de la région, sur l'inflation, le transport maritime, les coûts d'assurance et, in fine, sur les consommateurs occidentaux.

Cette dimension économique explique en partie l'attitude de Trump. Le président américain ne raisonne pas seulement en stratège militaire ; il raisonne aussi en acteur politique intérieur. Or, sur ce terrain, les signaux sont mauvais. Selon un sondage Reuters/Ipsos, plus de 75 % des Américains s'opposent à l'envoi de troupes au sol en Iran, et deux tiers souhaitent une fin rapide de l'implication américaine, même si tous les objectifs affichés ne sont pas atteints. La hausse des prix de l'énergie et la crainte de pertes militaires érodent le soutien à la guerre, y compris au sein de l'électorat républicain. Dans ces conditions, Trump semble pris entre deux impératifs contradictoires : éviter l'image d'un recul face à l'Iran, mais ne pas s'enfermer dans une guerre longue, coûteuse et politiquement toxique. Cela peut expliquer son oscillation permanente entre offres de cessez-le-feu et menace de frappes massives.

Alors, que cherche vraiment Trump ? Probablement moins une "sortie de crise" au sens diplomatique classique qu'une sortie politiquement vendable. Il lui faut un résultat visible : la réouverture d'Ormuz, un arrêt des frappes iraniennes, ou un succès militaire spectaculaire qu'il pourrait présenter comme une victoire sans guerre totale. Le récent sauvetage d'un aviateur américain en Iran, mis en scène par la Maison-Blanche comme une démonstration de détermination et d'efficacité, s'inscrit déjà dans cette logique de narration héroïque. Mais un succès tactique ne résout pas le problème stratégique. Tant que Téhéran conserve des moyens d'action, tant que les négociations restent inabouties, et tant que les États-Unis hésitent entre coercition limitée et escalade plus profonde, la guerre demeure sans véritable cap politique.

Sommes-nous alors à la veille d'un basculement avec des troupes américaines au sol ? La réponse la plus honnête est la suivante : ce n'est plus une hypothèse marginale, mais ce n'est pas encore une décision. Les préparatifs existent, les scénarios circulent, et la logique d'escalade rend cette option plus crédible qu'il y a quelques semaines. Pourtant, chaque élément plaide aussi pour la prudence : vulnérabilité des forces américaines, hostilité de l'opinion publique, risque d'embrasement régional et coût économique mondial déjà très élevé. Plus la guerre dure, moins l'idée d'une campagne courte et maîtrisée paraît crédible. Et plus Trump tarde à choisir entre compromis, démonstration de force et imprévisibilité, plus il augmente la probabilité d'être entraîné dans ce qu'il prétend encore vouloir éviter : une guerre plus large, plus longue et plus coûteuse que prévu. ◆

AU SORTIR DES URNES EN ITALIE ET SLOVÉNIE

• Italie, le référendum sur la justice inflige un sérieux revers à Giorgia Meloni

En Italie, le référendum constitutionnel sur la réforme de la justice s'est soldé par un rejet net du projet porté par Giorgia Meloni. Selon les résultats finaux, le camp du « non » a recueilli près de 54 % des suffrages, contre environ 46 % pour le « oui ». La participation, proche de 59 %, a été bien plus élevée qu'attendu pour un scrutin technique, signe que le vote a dépassé le seul contenu de la réforme pour devenir un test politique de grande ampleur pour la présidente du conseil.

Sur le fond, la réforme visait à modifier plusieurs équilibres du système judiciaire italien. Elle prévoyait notamment de séparer les carrières des juges et des procureurs, qui suivent aujourd'hui une voie commune avant de pouvoir éventuellement changer de fonction en début de parcours. Le texte proposait aussi de scinder en deux le Conseil supérieur de la magistrature, avec de nouvelles règles de désignation, notamment par tirage au sort pour une partie des membres, ainsi que la création d'une haute juridiction disciplinaire. Pour le gouvernement, ces changements devaient rendre la magistrature plus responsable et limiter l'influence de réseaux internes jugés trop politisés. Pour ses adversaires, ils risquaient au contraire d'affaiblir l'indépendance du pouvoir judiciaire.

Ce rejet constitue un échec personnel pour Giorgia Meloni. Reuters souligne qu'il s'agit de son premier revers politique majeur depuis son arrivée au pouvoir en 2022, après une série de succès électoraux locaux et nationaux. La cheffe du gouvernement a reconnu la défaite, tout en excluant toute démission, affirmant vouloir poursuivre son action. Mais le résultat abîme son image d'invincibilité et ouvre une phase plus incertaine de son mandat. En Italie, les révisions constitutionnelles prennent souvent la forme d'un jugement global sur le gouvernement en place, et non d'un simple débat juridique. Le scrutin n'a pas échappé à cette logique.

La campagne a d'ailleurs montré que beaucoup d'électeurs se déterminaient moins sur la technicité du texte que sur leur appréciation générale du pouvoir. Reuters rapporte que de nombreux votants du « non » voulaient surtout exprimer leur mécontentement vis-à-vis de l'exécutif. Le contexte a pesé lourd : économie atone, coût de la vie élevé, et exposition politique de Meloni à l'international, notamment sa proximité avec Donald Trump, devenue plus sensible dans le climat géopolitique tendu du printemps 2026. Le référendum a ainsi servi de caisse de résonance à des inquiétudes bien plus larges que la seule organisation de la magistrature.

Pour l'opposition, en revanche, le vote représente une victoire importante. Le Parti démocrate et le Mouvement 5 étoiles, malgré leurs divergences, ont trouvé dans cette bataille un terrain commun, au nom de la défense de la Constitution et de l'indépendance judiciaire. Le résultat pourrait leur donner un nouvel élan en vue des prochaines législatives. Reuters note toutefois que cette dynamique reste fragile : l'opposition demeure fragmentée, notamment sur les questions économiques et de politique étrangère. Le scrutin n'offre donc pas encore une alternative gouvernementale claire, mais il prouve que Meloni peut être battue sur un terrain qu'elle avait elle-même choisi.

À court terme, ce référendum ouvre une séquence délicate pour la majorité. Meloni doit désormais décider si elle temporise, si elle tente de reprendre l'initiative avec une réforme électorale, ou si elle envisage une accélération du calendrier politique. Reuters rapporte que cette défaite a déjà provoqué des secousses au sein de l'exécutif et ravivé les débats sur la suite de la législature. En ce sens, le vote des 22 et 23 mars dépasse largement la justice : il marque peut-être le début d'un nouvel équilibre politique en Italie, dans lequel Giorgia Meloni reste au pouvoir, mais plus affaiblie qu'elle ne l'était encore il y a quelques semaines.

• Slovénie, la victoire étriquée de Robert Golob ouvre une bataille de coalition

En Slovénie, les élections législatives du 22 mars n'ont pas produit de vainqueur incontestable, mais elles ont confirmé l'extrême polarisation du pays. Le Mouvement pour la liberté (GS) du Premier ministre sortant Robert Golob est arrivé en tête d'une très courte marge, avec 28,6 % des voix et 29 sièges, contre 27,9 % et 28 sièges pour le Parti démocrate slovène (SDS) de Janez Janša. Dans une Assemblée nationale de 90 sièges, où 46 sont nécessaires pour gouverner, ce résultat débouche sur un Parlement sans majorité claire et ouvre une séquence de négociations difficiles.

Ce scrutin était bien plus qu'un simple affrontement partisan. Il opposait deux lignes politiques très différentes pour ce petit État membre de l'Union européenne et de l'OTAN. Robert Golob défend une orientation libérale et pro-européenne, axée sur les services publics, la santé, l'éducation et une diplomatie alignée sur les positions les plus récentes de plusieurs capitales européennes. Janez Janša, figure durable de la droite slovène et allié politique de Viktor Orbán, portait au contraire un programme plus conservateur, favorable aux

baisses d'impôts, à une réduction du financement des ONG et à un repositionnement diplomatique plus proche des droites nationalistes européennes.

Le premier enseignement du vote est donc l'absence de basculement net. Golob sauve sa place de premier parti, mais il recule fortement par rapport à 2022. Janša, lui, progresse, mais pas assez pour reprendre le pouvoir. Ce quasi-match nul traduit un pays coupé en deux, où aucune force dominante ne parvient à imposer seule sa direction. Reuters souligne que même avec leurs alliés naturels, les deux grands blocs restent sous le seuil de la majorité : autour de 40 sièges pour le camp de Golob, 43 pour celui de Janša. Les petites formations deviennent ainsi des arbitres décisifs du jeu politique slovène.

C'est là que commence la véritable bataille d'après-scrutin. Robert Golob a rapidement lancé des consultations pour tenter de former une coalition large, allant jusqu'à proposer, selon Reuters, une forme de gouvernement d'unité nationale à toutes les forces entrées au Parlement, à l'exception du SDS. Mais cette ouverture n'a pas dissipé les blocages. Une partie du centre droit a rejeté son offre, tandis que Janša a laissé entendre qu'il attendrait les résultats définitifs avant d'engager ses propres tractations. Dans le même temps, le chef du SDS a contesté le décompte, évoquant des irrégularités et réclamant un recomptage complet, ce qui ajoute une tension supplémentaire à une séquence déjà incertaine.

L'enjeu dépasse la seule politique intérieure slovène. Le résultat aura des conséquences sur le positionnement international du pays. Sous Golob, Ljubljana a adopté une ligne clairement pro-européenne et s'est distinguée sur plusieurs dossiers diplomatiques sensibles. Une victoire de Janša aurait pu entraîner un réalignement plus marqué vers les droites illibérales d'Europe centrale. Le fait que Golob conserve, de justesse, l'avantage électoral évite ce changement immédiat, mais ne garantit en rien la stabilité du cap actuel.

Au fond, ces législatives slovènes ne consacrent ni un triomphe ni une alternance. Elles ouvrent un moment de fragilité politique. Le Mouvement pour la liberté reste le premier parti du pays, mais sans dynamique suffisante pour gouverner seul. Le SDS échoue à convertir sa poussée en retour au pouvoir, tout en restant une force centrale. La Slovénie entre donc dans une phase classique des démocraties fragmentées d'Europe : celle où l'élection ne tranche pas, mais déplace le conflit vers les négociations, les compromis et les calculs de coalition. Si Golob a gagné le scrutin, il lui reste encore à gagner le pouvoir. ◆



Le Premier ministre slovène, Robert Golob, s'adresse aux partisans de son parti Gibanje Svoboda (le mouvement pour la liberté) après la publication des résultats des élections législatives à Ljubljana, en Slovénie, le 22 mars 2026



Le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir (extrême droite), après le vote à la Knesset, le Parlement israélien, à Jérusalem, le 30 mars 2026

ALLER PLUS LOIN...

- RFI : Israël, la restauration de la peine de mort fait-elle l'unanimité ?
- FRANCE CULTURE : Loi sur la peine de mort, Israël s'éloigne-t-elle de l'État de droit ?

ISRAËL, QUAND LA PEINE DE MORT DEVIENT UN CHOIX POLITIQUE

Adoptée par la Knesset le 30 mars 2026 par 62 voix contre 48, la nouvelle loi israélienne sur la peine de mort marque une rupture majeure dans l'histoire pénale du pays. Israël conservait jusqu'ici une forme de moratoire de fait sur

les exécutions et les condamnations capitales, présenté encore récemment par l'Union européenne comme un élément distinctif dans la région. Avec ce texte, l'État hébreu bascule vers une logique inverse : la peine de mort n'est plus une exception théorique, mais une sanction désormais élargie et accélérée, principalement dans les affaires qualifiées de « terrorisme ».

Sur le plan juridique, la loi modifie à la fois le cadre civil israélien et le cadre militaire applicable en Cisjordanie occupée. Dans le système civil, elle prévoit la peine de mort ou la perpétuité pour quiconque cause intentionnellement la mort d'un citoyen ou d'un résident israélien avec l'intention de « nier l'existence de l'État d'Israël ». En Cisjordanie, le changement est encore plus net : pour les actes jugés terroristes par les tribunaux militaires, la peine capitale devient la sanction par défaut, la perpétuité ne restant possible que pour de vagues « raisons spéciales ». Le texte prévoit en outre l'exécution par pendaison dans un délai de 90 jours après la condamnation définitive, avec des restrictions fortes sur les recours, la grâce et le contrôle extérieur. C'est précisément cette architecture qui nourrit l'accusation de discrimination. En théorie, la loi n'énonce pas explicitement un critère ethnique. En pratique, elle est conçue de telle sorte qu'elle vise presque exclusivement des Palestiniens. Les Palestiniens de Cisjordanie relèvent des tribunaux militaires, tandis que les colons israéliens sont jugés par des juridictions civiles. Surtout, la formulation retenue dans le code pénal — l'intention de « nier l'existence de l'État d'Israël » — rend l'application de la peine capitale hautement improbable à l'encontre de Juifs israéliens auteurs de crimes comparables. Human Rights Watch, l'Association for Civil Rights in Israel et plusieurs organisations israéliennes et palestiniennes parlent ainsi d'un système judiciaire à deux vitesses, consolidé par une loi qui distingue les justiciables selon leur statut et leur nationalité.

Le soutien politique à cette loi éclaire aussi sa portée. Le texte a été porté par Itamar Ben-Gvir et la droite ultranationaliste, avec l'appui de Benyamin Netanyahou et de sa coalition. Pour ses promoteurs, il s'agit d'une mesure de dissuasion : faire comprendre que les attaques meurtrières contre des Israéliens ne déboucheront plus sur des peines longues susceptibles d'être réduites ou échangées. Mais cet argument de la dissuasion est contesté jusque dans le débat israélien. Les pétitionnaires qui ont saisi la Cour suprême soutiennent qu'aucune preuve sérieuse n'a été apportée pour démontrer un effet préventif supérieur à celui de la perpétuité, et rappellent que de nombreux opposants, y compris dans les milieux juridiques, jugent le texte davantage politique que sécuritaire.

Au-delà de la peine elle-même, la méthode inquiète. Les organisations de défense des droits dénoncent la combinaison de plusieurs facteurs : tribunaux militaires, possibilité d'une condamnation à mort à la majorité simple, absence de demande préalable du ministère public, limitation du pouvoir d'appréciation des juges, restriction de l'accès à l'avocat, limitation des visites familiales et quasi-disparition des perspectives de commutation ou de grâce. Pour le Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, la loi est « profondément discriminatoire », incompatible avec le droit international humanitaire et entachée de graves risques de violation des garanties procédurales. Une experte onusienne a en outre averti que l'application sélective de la peine capitale sur des bases ethniques ou nationales constituerait une forme particulièrement grave de discrimination et pourrait aggraver les risques de torture et de mauvais traitements.

La réaction internationale a été particulièrement vive, ce qui distingue cette séquence d'autres épisodes de la vie parlementaire israélienne. Avant même le vote, les ministres des affaires étrangères de l'Australie, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni avaient exprimé leur « profonde préoccupation », jugeant le projet discriminatoire de fait, inhumain, dégradant et sans effet dissuasif. Après l'adoption, l'Union européenne a parlé d'un « grave recul » par rapport à la position antérieure d'Israël, rappelant son opposition de principe à la peine de mort en toutes circonstances. Le message occidental est clair : au-delà du désaccord sur la peine capitale, c'est l'atteinte aux principes démocratiques et à l'égalité devant la loi qui est dénoncée.

La contestation ne vient pas seulement de l'Europe ou des ONG. Huit pays à majorité musulmane — Pakistan, Turquie, Égypte, Indonésie, Jordanie, Qatar, Arabie Saoudite et Émirats arabes unis — ont dénoncé une « escalade dangereuse » susceptible d'aggraver les tensions régionales. Cette convergence est politiquement significative : elle montre que la loi n'est pas perçue comme une simple réforme intérieure israélienne, mais comme une décision aux répercussions régionales, dans un contexte où la Cisjordanie est déjà marquée par l'augmentation des violences, la radicalisation des discours et l'affaiblissement des cadres diplomatiques. La peine de mort devient ainsi un nouvel objet de confrontation entre Israël et une large partie de son environnement politique.

À l'intérieur même d'Israël, la bataille n'est pas terminée. Dès l'adoption du texte, l'Association for Civil Rights in Israel, Adalah, Gisha, le Comité public contre la torture en Israël, Physicians for Human Rights Israel et d'autres organisations ont déposé en urgence des recours devant la Cour suprême. Leur argument central est double : la loi viole le droit à la vie et les exigences élémentaires du procès équitable ; elle est également illégitime parce qu'elle renforce, dans le territoire occupé, une séparation racialisée entre deux populations vivant sous des régimes juridiques différents. L'avenir du texte dépendra donc aussi de la capacité de la Cour suprême à s'opposer à une coalition décidée à durcir sa politique pénale et sécuritaire.

Sur le fond, cette loi révèle un tournant plus large. Elle ne se contente pas d'introduire une sanction extrême ; elle transforme la peine de mort en instrument d'affirmation politique dans le conflit israélo-palestinien. En liant sécurité, identité nationale et justice d'exception, elle institutionnalise davantage l'asymétrie entre Israéliens et Palestiniens. ◆



À ÉCOUTER ET LIRE POUR MIEUX VOIR LE MONDE



ÉCOUTER...

FRANCE INTER : Pétrole, anatomie d'une malédiction

• Pétrole, anatomie d'une malédiction

Par Thomas Snégaroff. Avec la guerre en Iran, le monde assiste encore à la puissance du pétrole : le blocage du détroit d'Ormuz fait vaciller les marchés, ravive les spectres d'une crise énergétique globale et étale nos dépendances. Une conversation avec l'expert en géopolitique de l'énergie Matthieu Auzanneau.

Le pétrole n'est pas une simple matière première, il représente un enjeu stratégique de premier plan. Depuis le milieu du 19^{e}siècle, il dicte le destin des nations, influence leur trajectoire et sature notre quotidien de ses promesses comme de ses limites. En six épisodes, Thomas Snégaroff propose de remonter le fil de ce récit industriel et géopolitique. Une conversation avec l'expert Matthieu Auzanneau, auteur de Or noir. La grande histoire du pétrole (La Découverte, 2015), pour décrypter le rôle et l'impact de cette énergie dans l'évolution de nos sociétés.



ÉCOUTER...

FRANCE INTER : Iran, 1979

• Iran 1979

C'est un événement majeur de la seconde partie du XXe siècle : la révolution iranienne, islamique, de 1979. Après avoir décrypté le contexte de la chute du chah Mohammad Reza Pahlavi, Fabrice Drouelle raconte les journées qui ont précédé et suivi le retour de l'ayatollah Khomeiny à Téhéran.

Le chah Mohammad Reza Pahlavi et l'ayatollah Khomeiny, deux hommes, deux destins, deux trajectoires qui se croisent sans se rencontrer et qui illustrent à travers leur parcours, leur personnalité et leurs actions. Ce sont aussi deux régimes, deux visions du monde et surtout deux Iran. À la croisée de ces chemins, c'est le sort d'un pays pivot sur l'échiquier mondial qui bascule par son ampleur et ses conséquences, que Fabrice Drouelle vous propose de mieux comprendre.

La révolution iranienne est comparable à celle qu'ont connue la France en 1789 ou la Russie en 1917. De la monarchie à la République islamique de 1978 à 1979, en 400 jours, ce n'est pas seulement ce pays chiite à la civilisation millénaire qui chavire, mais bien l'ensemble du monde musulman, le Moyen-Orient et toute la face du monde qui changent. Il suffit de regarder une carte à la croisée de l'Orient et de l'Occident, coincée entre la mer Caspienne et le golfe Persique ; l'Iran a longtemps été l'objet des rivalités entre puissances européennes, sans jamais rien perdre de sa particularité, jusqu'à devenir, dans le dernier tiers du XXe siècle, un véritable laboratoire politique où s'éprouvent les grands enjeux de notre temps.

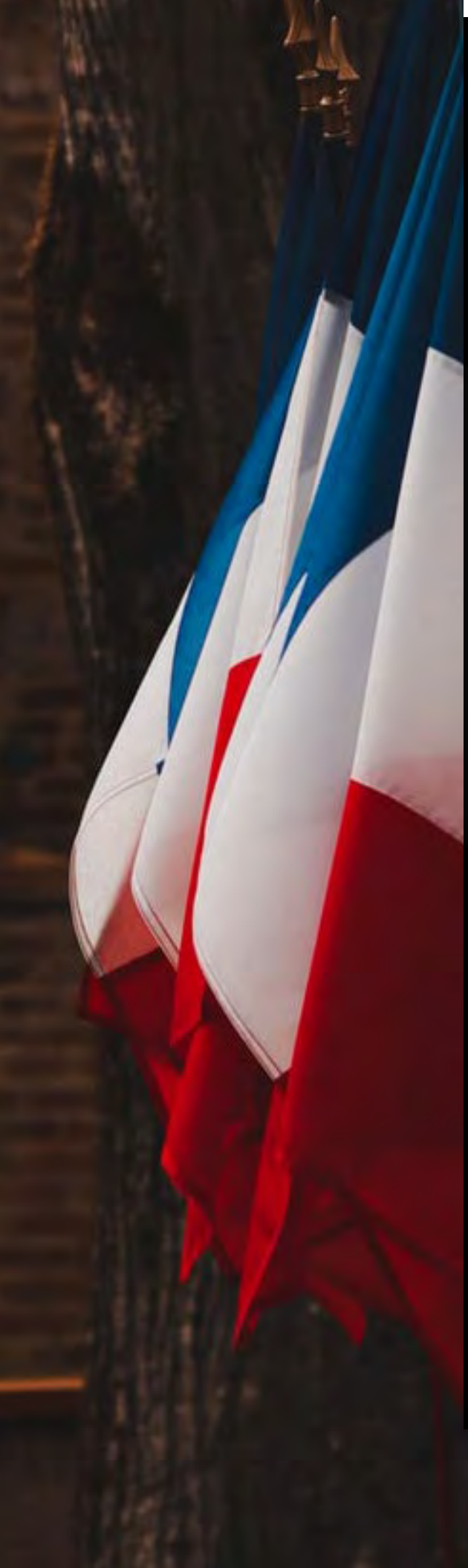
Pour accompagner ces deux émissions, Ramine Kamrane, historien spécialiste de l'Iran, qui a fui ce pays et le régime des mollahs au début des années 80, auteur de "Le problème théologico-politique de l'islam, le livre infaillible" (L'Harmattan).



• Le triangle des passions du monde

Dominique Moïsi est un de nos experts en géopolitique les plus reconnus internationalement. Cet essai est indispensable pour comprendre les bouleversements actuels du monde. " Alors que nous entrons dans le second quart du XXIe siècle, nous avons connu le retour de la guerre en Europe, le déchaînement de la violence au Moyen-Orient et l'abandon du rôle de garant de l'ordre mondial par les Etats-Unis.

Vivons-nous une simple parenthèse cauchemardesque ou assistons-nous à la fin d'un cycle historique et au début d'un autre...



- La France à l'épreuve d'une inflation importée

- Municipales 2026 : qui a vraiment gagné ?

- Le cadmium : un polluant qui inquiète la santé publique

- L'intelligence artificielle menace-t-elle les métiers bien rémunérés ?

Céline CHARLES

LA FRANCE À L'ÉPREUVE D'UNE INFLATION IMPORTÉE

Au printemps 2026, la flambée du prix du pétrole s'est imposée comme l'un des principaux sujets économiques en France. En quelques semaines, la hausse des cours mondiaux du Brent, déclenchée par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et la perturbation du trafic dans le détroit d'Ormuz, a provoqué un renchérissement rapide des carburants à la pompe. Le baril de Brent est passé d'environ 72 dollars fin février 2026 à 109 dollars le 3 avril, soit une progression de plus de 50 % en un peu plus d'un mois. Cette poussée se répercute directement sur les ménages, les entreprises et l'économie nationale.

En France, les prix ont atteint des niveaux historiquement élevés. Le SP95-E10 a franchi début avril la barre des 2 euros le litre, en hausse de 16 % depuis le début du conflit, tandis que le gazole, carburant le plus consommé, s'établissait autour de 2,255 euros le litre après un record hebdomadaire fin mars.

Des conséquences directes sur la production et la consommation

La hausse du pétrole agit d'abord comme un choc de coûts. Dans une économie encore très dépendante des hydrocarbures pour le transport, la logistique et une partie de l'industrie, l'augmentation du prix des carburants renchérit immédiatement les dépenses des entreprises. Transport routier, agriculture, bâtiment, pêche, logistique, industrie manufacturière : tous les secteurs qui utilisent massivement du diesel ou des produits pétroliers voient leurs coûts d'exploitation progresser. L'industrie française est déjà touchée par l'envolée du pétrole et du gaz, mais aussi par les perturbations du trafic maritime mondial et des difficultés d'approvisionnement en matières premières.

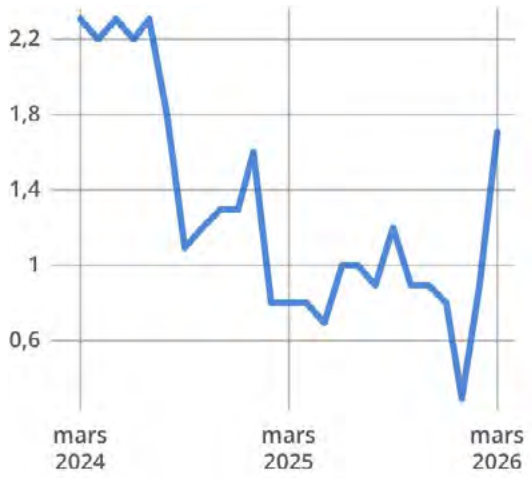
Pour les entreprises, deux mécanismes se combinent. Soit elles absorbent le surcoût, ce qui réduit leurs marges et freine l'investissement ; soit elles répercutent la hausse sur leurs prix de vente, ce qui alimente l'inflation. L'Insee insiste précisément sur ce phénomène de transmission: dans sa note de conjoncture de mars 2026, l'institut explique que la flambée des hydrocarbures rogne les marges des entreprises et ravive l'inflation et pèse in fine sur la croissance économique.

Du côté des ménages, l'effet est tout aussi brutal. Le carburant est une dépense contrainte, particulièrement dans les territoires périurbains et ruraux où l'automobile demeure indispensable. Si le pétrole brut n'entre que pour environ 30 % dans le prix final payé par le consommateur, la hausse reste très lourde pour les budgets : sur le seul mois de mars 2026, le gazole a augmenté d'environ 28 % et le sans-plomb 95 d'environ 15 %.

Inflation et consommation des ménages

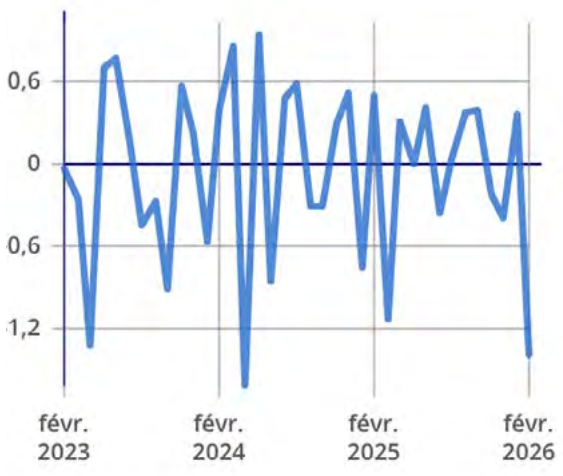
Inflation
mars 2026 : +1,7%

en % (glissement annuel)



Consommation des ménages en biens
février 2026 : -1,4%

en %



Cette hausse se diffuse ensuite à l'ensemble de l'économie. Les coûts de transport plus élevés renchérissent la distribution des marchandises ; les prix de certains biens et services montent à leur tour. L'Insee a d'ailleurs constaté en mars 2026 une remontée nette de l'inflation : les prix à la consommation progressent de 1,7 % sur un an après 0,9 % en février, et cette accélération s'explique principalement par le fort rebond des prix de l'énergie, en particulier des produits pétroliers. L'énergie est passée de -2,9 % sur un an en février à +7,3 % en mars.

Au-delà de l'inflation, c'est le pouvoir d'achat qui se dégrade. L'Insee prévoit que le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages se contracterait au printemps 2026 (-0,3 %), sous l'effet du choc sur les prix de la consommation. Les ménages commencent alors à arbitrer leurs dépenses : ils réduisent les sorties, les loisirs, certains achats non essentiels, voire leurs déplacements. L'institut indique explicitement que la remontée des prix du pétrole commence à « gripper la consommation des ménages » et à freiner les dépenses arbitrables, notamment dans l'hébergement-restauration et le transport.

Ainsi, la hausse du pétrole produit un effet en chaîne : elle augmente les coûts de production, réduit les marges des entreprises, nourrit l'inflation, comprime le pouvoir d'achat et ralentit la consommation. C'est précisément ce type de mécanisme qui fait du pétrole un facteur central des crises économiques depuis les chocs pétroliers du XXe siècle.

L'Etat profite t-il de la situation ?

Face à cette flambée, la question du rôle de l'État revient immédiatement dans le débat public. En France, le prix du carburant comprend une part importante de fiscalité, principalement la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) et la TVA. Cela alimente régulièrement l'idée que l'État « profite » mécaniquement de la hausse. Si la TVA augmente bien lorsque le prix à la pompe monte, puisque cette taxe est proportionnelle au prix, cette hausse de recettes peut être partiellement compensée si les volumes consommés baissent. En outre, la fiscalité fixe (comme la TICPE) reste déterminante dans le prix final.

Le gouvernement a évalué à 270 millions d'euros les surplus fiscaux perçus en mars 2026 du fait de la hausse des carburants, ce qui a ravivé les critiques sur une éventuelle « rente fiscale ». Après un premier effet positif, lié à la hausse de la TVA et à l'anticipation des achats par certains consommateurs, cette situation s'inverse rapidement. En effet, la hausse des prix pousse les ménages à réduire leurs déplacements, à consommer moins de carburant ou à se tourner vers d'autres modes de transport, ce qui diminue la base fiscale et donc les recettes tirées des carburants. Surtout, la hausse des prix des carburants réduit le pouvoir d'achat, ce qui pèse sur la consommation des ménages et ralentit la croissance économique. Or, une croissance plus faible signifie aussi moins de recettes fiscales globales pour l'État. Cette hausse alimente l'inflation, ce qui augmente certaines dépenses publiques indexées, comme les retraites ou les prestations sociales.

Par ailleurs, le gouvernement a lancé un « prêt flash » à 3,80 % pour soutenir la trésorerie des TPE et PME confrontées à la hausse des carburants. L'objectif n'est donc pas, à ce stade, de subventionner massivement tous les automobilistes, mais d'aider les entreprises les plus exposées à absorber le choc à court terme. Cette stratégie traduit une volonté de limiter le coût budgétaire d'une intervention large, dans un contexte où les finances publiques restent sous tension.

Ensuite, des contrôles ont été menés dans plusieurs centaines de stations-services pour vérifier d'éventuels abus de prix ; 5 % des stations contrôlées ont fait l'objet de suites correctives ou répressives. L'idée est de contenir les comportements opportunistes et de préserver la transparence sur les prix.

La hausse du pétrole relance le débat sur la transition énergétique. Plus la dépendance aux carburants fossiles reste forte, plus l'économie française demeure vulnérable aux chocs géopolitiques extérieurs. En ce sens, la crise actuelle confirme qu'au-delà des aides d'urgence, la réponse la plus durable réside dans la baisse de la dépendance au pétrole : développement des transports collectifs, électrification des véhicules, relocalisation de certaines chaînes logistiques, amélioration de l'efficacité énergétique.

France – Europe : des différences liées à la fiscalité et à la régulation

La flambée pétrolière de 2026 n'est pas un phénomène propre à la France : elle touche l'ensemble de l'Union européenne, car le pétrole est coté sur un marché mondial. La hausse actuelle est d'abord liée à l'envolée des cours internationaux après le déclenchement de la guerre en Iran et la perturbation du détroit d'Ormuz. Tous les pays européens subissent donc le même choc d'approvisionnement.

Cependant, les prix à la pompe diffèrent fortement d'un pays à l'autre. La Commission européenne, à travers son Weekly Oil Bulletin, souligne que les écarts tiennent principalement aux niveaux de TVA, d'accises (impôt indirect), ainsi qu'aux réglementations nationales encadrant la distribution. En effet, la fiscalité explique une part importante des différences de prix entre pays voisins.

La France se situe généralement parmi les pays où les carburants sont chers. Cela s'explique par une fiscalité importante, mais aussi par des spécificités de marché. À l'inverse, certains pays peuvent temporairement afficher des prix plus bas grâce à une fiscalité plus faible, à des mécanismes de plafonnement, ou à une concurrence plus forte entre distributeurs. Des mesures de régulation originales chez certains voisins : en Autriche et en Allemagne, par exemple, les prix à la pompe ne peuvent plus

être relevés qu'une fois par jour, même si les baisses restent libres.

Sur le plan macroéconomique, la comparaison montre aussi des résistances différentes au choc pétrolier. L'Insee prévoit qu'à mi-2026, l'acquis de croissance de la France atteindrait +0,9 %, contre +0,8 % pour la zone euro. L'Italie serait à +0,6 %, l'Allemagne à +0,4 %, tandis que l'Espagne resterait nettement plus dynamique à +2,2 %. Cela signifie que la France encaisse un choc comparable à ses voisins, mais avec une trajectoire de croissance légèrement meilleure que la moyenne de la zone euro, même si cette résistance reste fragile.

FEn définitive, la comparaison européenne montre que la France n'est pas isolée, mais qu'elle cumule deux vulnérabilités : une dépendance encore élevée aux carburants routiers et une forte sensibilité politique aux hausses de prix à la pompe. Cette sensibilité est plus marquée qu'ailleurs, car la voiture reste essentielle dans une grande partie du territoire, pour certaines professions et parce que la question fiscale est devenue hautement symbolique depuis la crise des « gilets jaunes ». ◆

MUNICIPALES 2026 : QUI A VRAIMENT GAGNÉ ?

Au soir des résultats des municipales de mars 2026, comme à chaque scrutin local, plusieurs camps ont revendiqué la victoire. Les Républicains (LR) ont mis en avant leur solidité territoriale et plusieurs conquêtes symboliques. La gauche a souligné ses résistances dans certaines métropoles et des percées spectaculaires dans quelques bastions populaires. L'extrême droite a insisté sur sa progression. Quant au camp présidentiel, il a tenté de valoriser son rôle d'appoint dans plusieurs alliances locales. On peut donc légitimement se demander : "qui a vraiment gagné ?"

La droite reste la première force municipale du pays

Si l'on raisonne en nombre de mairies détenues ou conservées, la conclusion est claire : la droite locale reste, en 2026, la première force municipale française. Les Républicains revendiquent plusieurs victoires symboliques sur la gauche et continuent de s'appuyer sur leur forte implantation dans les villes petites et moyennes, même s'ils restent plus fragiles dans les très grandes métropoles. Cette domination s'explique d'abord par la structure du scrutin municipal. Le Ministère de l'Intérieur rappelle que les municipales de 2026 se sont tenues dans près de 35 000 communes, avec un premier tour massif et un nombre limité de seconds tours : seules 1 526 communes de droit commun étaient encore concernées par un second tour, ce qui signifie que l'écrasante majorité des communes ont désigné leur majorité dès le 15 mars. Environ 96 % des communes ont élu leur équipe dès le premier tour, ce qui confirme le poids décisif des petites communes, où les logiques partisanes nationales sont souvent secondaires et où les élus sortants restent très forts. Dans ce contexte, les partis les mieux enracinés localement – en premier lieu la droite municipale, au sens large (LR, centristes, divers droite, unions locales) – conservent un avantage structurel.

Cette supériorité territoriale est renforcée par la prime aux sortants. En effet, 88,5 % des maires sortants ont été réélus dès le premier tour, un chiffre considérable. Or les sortants sont surreprésentés dans les blocs de droite ou de centre droit dans une grande partie du pays, notamment dans les zones rurales, périurbaines et les villes intermédiaires. Autrement dit, la droite n'a pas forcément gagné l'élection par une vague spectaculaire, mais elle a confirmé qu'elle reste la force la mieux installée dans la France communale. C'est la victoire la moins spectaculaire médiatiquement, mais sans doute la plus importante institutionnellement, car c'est elle qui continue de structurer les intercommunalités, les réseaux d'élus et, indirectement, les grands équilibres du Sénat.

Qui a le plus progressé ?

Si la droite garde le plus de mairies, la question de la progression est plus complexe qu'en 2020. Il n'y a pas eu en 2026 de "vague unique" aussi lisible que la vague verte de 2020. En revanche, plusieurs forces ont progressé de manière ciblée : LR dans certaines villes symboliques, la gauche radicale dans quelques bastions populaires, et le RN dans sa capacité à se maintenir ou à peser au second tour.

Le premier bloc à avoir réellement progressé en visibilité, c'est Les Républicains dans plusieurs villes symboliques anciennement ancrées à gauche. LR a repris ou conquis des villes comme Besançon, Brest, Limoges, Cherbourg, Tulle, et surtout Clermont-Ferrand, longtemps considérée comme un bastion socialiste. Cette série de conquêtes a permis à la droite de revendiquer une victoire politique plus nette qu'en 2020 sur le terrain des villes moyennes et des anciens fiefs de gauche.

Mais la progression la plus commentée n'est pas uniquement celle de la droite classique. La France insoumise (LFI) a enregistré des percées locales significatives, en particulier dans certaines communes populaires de la banlieue parisienne. Le cas le plus emblématique est Saint-Denis, où Bally Bagayoko a battu le maire socialiste sortant dès le premier tour.

Quant au Rassemblement national (RN), son bilan est plus ambigu. Avant le second tour, le RN et ses alliés étaient présents dans 103 configurations de second tour, principalement dans le sud et dans certaines villes fragmentées, ce qui traduit une progression en implantation électorale. Le RN subit un taux d'élimination élevé et peine encore à convertir son potentiel électoral national en victoires municipales massives. En d'autres termes : le RN progresse comme force de pression et de qualification, mais pas encore comme force hégémonique du bloc municipal. Comment pourrait-on expliquer cette progression diffuse ?

On peut tout d'abord évoquer la fragmentation du système politique national. Il n'existe plus un duel simple entre une droite enracinée et une gauche métropolitaine écologiste. Chaque grande famille – droite, gauche, gauche radicale, RN, macronistes – avance par poches locales.

Par ailleurs, l'effondrement relatif du bloc central. Le camp présidentiel, déjà fragile en 2020, reste dépendant d'alliances locales. Il apparaît rarement comme une force autonome capable de conquérir seule de grandes mairies.

Ensuite, la force des alliances de second tour. Dans beaucoup de communes, ce ne sont pas les partis qui gagnent, mais des coalitions locales. Cela brouille la lecture nationale et rend difficile un "classement" pur.

Enfin, près de la moitié des maires sortants ne se représentaient pas, dans un contexte de lassitude, de montée des incivilités et de sentiment d'impuissance. Ce renouvellement partiel ouvre des espaces à des forces nouvelles ou plus radicales.

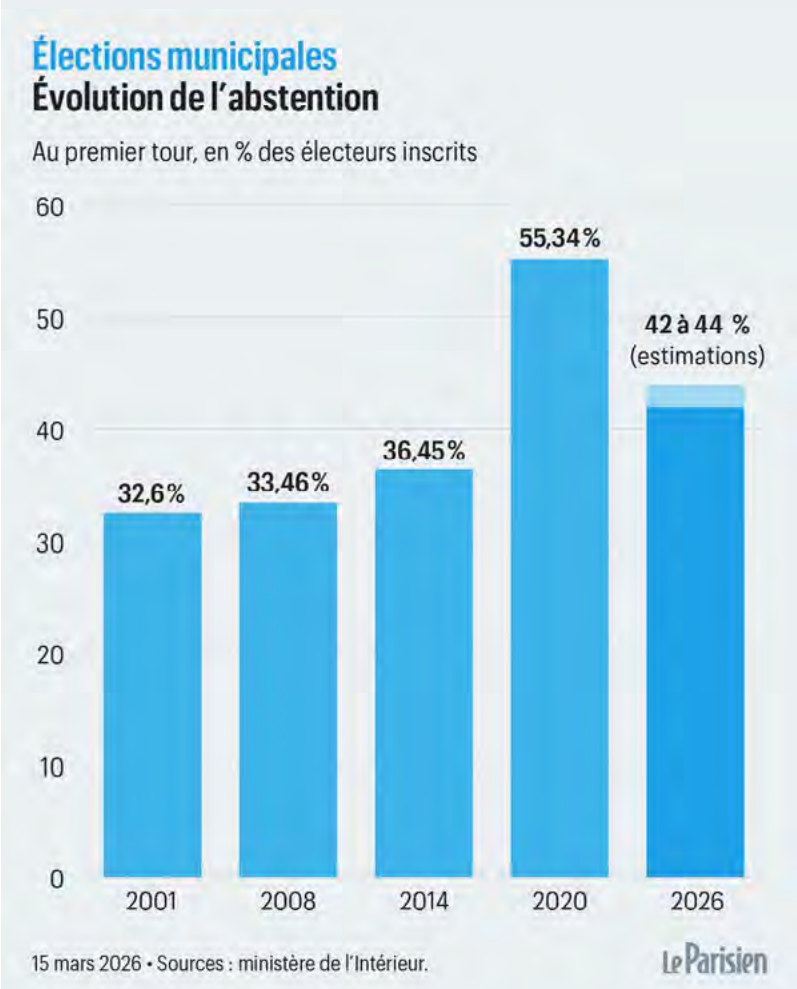
L'abstention, vrai fait majeur de ce scrutin

Le ministère de l'Intérieur donne des chiffres officiels très clairs pour le second tour : 57,03 % de participation, contre 41,86 % en 2020 et 62,13 % en 2014. Cela signifie qu'en 2026, malgré le rebond post-Covid, la participation reste inférieure de plus de 5 points à celle de 2014. L'abstention au second tour s'établit donc autour de 42,97 %.

Pourquoi une telle abstention alors que les maires restent parmi les élus les mieux considérés ?

On peut évoquer l'absence de compétition dans de nombreuses communes. En effet, 68 % des communes n'avaient qu'une seule liste candidate. Dans ces cas-là, l'enjeu perçu par les électeurs est faible : quand le résultat semble joué d'avance, la mobilisation chute mécaniquement.

Par ailleurs, le ministère de l'Intérieur rappelle qu'en vertu de la loi du 21 mai 2025, les communes de moins de 1 000 habitants – soit environ 71 % des communes – votent désormais elles aussi au scrutin de liste paritaire, mettant fin au panachage. Cette réforme améliore la parité et l'harmonisation du droit électoral, mais elle a aussi pu dérouter une partie de l'électorat local, notamment dans les petites communes où les habitudes de vote étaient très personnalisées.



On peut aussi évoquer une crise plus générale du rapport à la politique. Luc Rouban, directeur de recherches au CNRS, a précisé pour Le Parisien : « *La participation municipale a commencé à baisser en 1989 et la crise démocratique de fond n'est pas du tout réglée, d'autant plus qu'il n'y a pas de grande clarification politique ce dimanche* ». On note aussi une certaine fatigue démocratique locale. Quand de nombreux maires sortants renoncent à se représenter, quand les compétences locales paraissent limitées sur la sécurité, le logement ou le pouvoir d'achat, et quand les tensions avec les administrés augmentent, le lien civique local se fragilise.

Alors si la droite reste dominante et si certaines oppositions progressent, il faut aussi mentionner que dans de nombreuses communes, les élus gagnent avec un corps électoral rétréci, parfois très peu mobilisé. ◆

LE CADMIUM : UN POLLUANT QUI INQUIÈTE LA SANTÉ PUBLIQUE

On a longtemps parlé du plomb ou du mercure, mais aujourd'hui, le cadmium fait aussi parler de lui. Ce métal lourd, présent naturellement dans certaines roches, s'infiltre dans nos sols agricoles, puis dans nos cultures et finalement dans notre assiette. On le retrouve dans des aliments du quotidien : le pain, les pâtes, les céréales du petit-déjeuner, les pommes de terre, les biscuits ou encore le chocolat. Les dernières études de l'Anses et de Santé publique France montrent d'ailleurs que la France est particulièrement touchée par ce phénomène en Europe.

Une exposition qui passe surtout par l'alimentation

L'Anses classe le cadmium parmi les contaminants préoccupants, car il s'accumule dans notre organisme, surtout dans les reins, le foie et les os. À long terme, il peut provoquer des problèmes rénaux, fragiliser les os, favoriser l'ostéoporose et augmenter les risques de fractures. Certaines études évoquent aussi un lien possible avec certains cancers.

Pour limiter les risques, l'Anses a fixé une dose journalière tolérable de 0,35 µg par kilo de poids corporel. Ce seuil, basé sur le risque de fractures, montre à quel point la prudence est de mise.

Le véritable tournant est venu avec la 3e Étude de l'alimentation totale (EAT3), publiée par l'Anses en 2026. Elle confirme que le cadmium représente toujours un risque pour une partie de la population. Chez les enfants de 3 à 17 ans, l'exposition moyenne frôle la limite recommandée, et surtout, près d'un quart d'entre eux la dépasse. Chez les adultes, l'exposition est plus faible, mais environ 1,5 % dépassent tout de même le seuil. Ces chiffres sont d'autant plus alarmants qu'ils concernent une exposition quotidienne, discrète mais constante.

D'après l'Anses, les principaux responsables sont les produits céréaliers à base de blé : pain, pâtes, biscuits, viennoiseries et céréales du petit-déjeuner. Les pommes de terre contribuent aussi de manière significative. Fait notable : les concentrations dans les céréales du petit-déjeuner ont même augmenté depuis la précédente étude.

Ces résultats ne sont malheureusement pas une surprise. L'étude Esteban de Santé publique France (2014-2016) avait déjà montré que les Français étaient plus imprégnés au cadmium que d'autres populations européennes ou nord-américaines. Chez les enfants, la consommation de céréales du matin était clairement liée à des niveaux plus élevés. Chez les adultes, le tabagisme aggravait la situation, tout comme la consommation de crustacés et coquillages.

Le sujet a pris de l'ampleur dans le débat public autour de 2025-2026. Certains médecins ont parlé de « bombe sanitaire », et les médias ont relayé les mises en garde. On souligne alors le rôle des engrais phosphatés, pointé du doigt comme l'une des sources majeures de contamination.

En 2024, la Haute Autorité de santé (HAS) est même intervenue en publiant des recommandations pour dépister et suivre les personnes potentiellement surexposées, notamment celles vivant près de sites pollués. Preuve que le cadmium n'est plus un simple sujet de laboratoire : il est devenu un enjeu concret de santé environnementale.

Une régulation européenne qui peine à suffire

Au niveau européen, le cadmium est encadré de deux manières : dans les aliments et dans les engrais. Pour l'alimentation, des teneurs maximales sont fixées selon les produits : par exemple, 0,10 mg/kg pour les pommes de terre pelées, 0,30 mg/kg pour les légumes-feuilles, ou encore 1,50 mg/kg pour certains mollusques. L'idée est d'écarter du marché les denrées les plus contaminées.

Mais pour l'Anses, le vrai levier se situe en amont : il faut agir sur la contamination des sols. L'agence plaide depuis des années pour un encadrement plus strict des fertilisants. Elle recommande notamment de limiter la teneur en cadmium à 20 mg par kg de P_2O_5 dans les engrais phosphatés, un seuil jugé nécessaire pour protéger les sols et réduire l'exposition humaine.

Néanmoins, la réglementation européenne actuelle autorise jusqu'à 60 mg/kg, soit trois fois plus que la recommandation française. Un engrais peut donc être conforme au droit européen tout en contribuant à charger nos sols en cadmium.

La France, de son côté, traîne des pieds. Un projet pour abaisser le seuil national a été discuté, mais n'a pas abouti. Pendant ce temps, plusieurs pays d'Europe du Nord et centrale ont déjà adopté des normes plus strictes, parfois proches des 20 mg/kg préconisés par l'Anses.

En 2026, l'Anses a réitéré ses alertes. Elle insiste sur l'urgence d'agir à la source : réduire le cadmium dans les engrais, diversifier les sources de phosphates, mieux surveiller les aliments les plus à risque. Son message est clair : sans action sur les sols, réguler seulement les aliments ne suffira pas.

Les recommandations de l'Association Santé Environnement France



Pourquoi la France est-elle si concernée ?

Cette singularité française s'explique par plusieurs facteurs qui se renforcent mutuellement.

D'abord, la France est un grand pays agricole, gros consommateur d'engrais phosphatés, notamment sur les cultures céréalières. Or, ces engrais sont l'une des principales portes d'entrée du cadmium dans les sols.

Ensuite, une partie des phosphates utilisés provient de gisements naturellement riches en cadmium, comme ceux du Maroc, très présents sur le marché français.

Notre mode d'alimentation joue aussi un rôle : nous consommons beaucoup de produits céréaliers (pain, pâtes, biscuits) et de pommes de terre, qui sont justement des vecteurs majeurs d'exposition. Une contamination modérée, mais sur des aliments très consommés, finit par peser lourd.

Enfin, le cadmium a une fâcheuse tendance à s'accumuler dans les sols sur le long terme. Même si on agissait demain pour réduire les apports, les effets sur les cultures mettraient des années à se faire sentir. C'est pourquoi l'Anses alerte sur l'urgence d'agir sans tarder : plus on attend, plus la « dette toxique » s'alourdit.

Aujourd'hui, les faits sont là : près d'un quart des enfants dépassent la dose tolérable, Santé publique France confirme une imprégnation élevée des Français, et la HAS organise le suivi des personnes exposées. La question n'est plus de savoir si le problème existe, mais à quel rythme les pouvoirs publics décideront de s'attaquer vraiment à sa source. ◆

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE MENACE-T-ELLE LES MÉTIERS BIEN RÉMUNÉRÉS ?

Longtemps, les débats sur l'automatisation ont surtout porté sur les emplois répétitifs, peu qualifiés ou industriels. Mais avec l'essor de l'intelligence artificielle générative, un basculement s'opère : ce sont désormais les métiers qualifiés, tertiaires et souvent bien rémunérés qui apparaissent comme les plus exposés. C'est ce que met en lumière un rapport largement relayé par Le Monde le 18 mars 2026, selon lequel près de 5 millions de salariés en France seraient concernés à des degrés divers par la montée en puissance de l'IA dans les entreprises. Le constat est d'autant plus marquant qu'il renverse l'idée classique selon laquelle les diplômes et les hauts revenus protègent automatiquement contre le progrès technique. Désormais, les professions de bureau, les cadres, les métiers de la finance, du droit, du conseil, de la communication ou encore de l'informatique figurent parmi les plus vulnérables. Mais cette menace ne signifie pas nécessairement une disparition brutale et totale du travail humain.

Une menace réelle : l'IA s'attaque désormais aux postes qualifiés et bien rémunérés

L'IA ne frappe plus seulement les emplois d'exécution, elle vise désormais le cœur des métiers intellectuels. Selon l'étude de la Coface et de l'Observatoire des emplois menacés et émergents, relayée le 18 mars 2026, 3,8 % de l'emploi en France est déjà "fragilisé" par le déploiement de l'IA générative, tandis qu'environ 20 % des salariés sont fortement exposés à une transformation profonde de leurs tâches. Ce qui frappe, c'est que cette exposition est particulièrement forte dans les professions les plus rémunérées, celles dont l'activité repose sur le traitement de l'information, la rédaction, l'analyse, la synthèse ou la production de contenus standardisés. En d'autres termes, plus un métier comporte des tâches codifiables, plus il devient automatisable, même lorsqu'il exige un niveau d'études élevé.
Cette évolution marque une rupture historique. Pendant des décennies, la mécanisation a surtout remplacé le travail manuel ; aujourd'hui, l'intelligence artificielle pénètre les emplois de cols blancs. Les assistants conversationnels, les générateurs de texte, les outils de résumé, d'analyse documentaire ou de programmation automatisée peuvent déjà accomplir en quelques secondes ce qui prenait auparavant plusieurs heures à un salarié qualifié. Dans les cabinets d'avocats, les services de communication, les banques, les assurances, les rédactions, les services RH ou les bureaux d'études, l'IA devient un outil de tri, de rédaction, de contrôle, voire de production directe.

Les effets commencent déjà à se faire sentir dans certains secteurs. On peut notamment observer un recul de l'emploi dans l'informatique, notamment chez les jeunes. L'emploi salarié des 15-29 ans dans le numérique a reculé de 7,4 % au quatrième trimestre 2025 par rapport à l'année précédente. Ce chiffre est important, car il montre que l'IA ne supprime pas forcément d'abord les salariés les plus installés ; elle peut aussi réduire les embauches et fermer la porte aux nouveaux entrants. L'activité continue, la valeur ajoutée reste soutenue, mais elle mobilise moins de main-d'œuvre. Autrement dit, la productivité augmente sans que l'emploi ne suive, ce qui alimente la crainte d'une "croissance sans embauches".

Dans les entreprises, cette transformation s'opère souvent silencieusement. On observe déjà le phénomène du "shadow AI", c'est-à-dire l'usage informel et parfois dissimulé de l'intelligence artificielle par les salariés eux-mêmes. Beaucoup d'employés utilisent déjà ces outils pour rédiger des mails, synthétiser des documents, produire des présentations ou corriger du code, parfois sans en avertir leur hiérarchie. Ce qui pouvait d'abord apparaître comme une pratique marginale devient progressivement une ressource productive pour les directions. Or, cette généralisation informelle a un effet pervers : elle rend visibles les gains de temps et peut conduire les entreprises à se demander si certaines équipes, certains postes intermédiaires ou certaines missions restent nécessaires dans leur volume actuel. L'IA n'élimine pas toujours immédiatement un métier, mais elle peut réduire les besoins en effectifs, notamment dans les fonctions support.

Le risque ne se limite donc pas aux licenciements directs. Il peut aussi prendre des formes plus diffuses : baisse des recrutements, gel des remplacements, externalisation accrue, pression sur les salaires, déqualification progressive de certaines tâches ou recentrage des postes sur des missions de supervision. L'angoisse se cristallise particulièrement dans les secteurs tertiaires et créatifs comme la musique, l'audiovisuel ou la création de contenus, où l'IA peut produire à moindre coût des brouillons, des maquettes, des ambiances sonores ou des visuels.

Une vision plus nuancée : l'IA transforme les métiers et crée de nouveaux besoins

Pour autant, réduire l'IA à une machine à détruire l'emploi serait excessif. En effet, l'impact de l'intelligence artificielle est hétérogène, progressif et parfois paradoxal. l'IA peut certes dégrader certaines fonctions, mais qu'elle peut aussi réduire la charge de travail, faire gagner du temps, fiabiliser certains diagnostics et automatiser des tâches fastidieuses. Dans les cabinets de radiologie, par exemple, l'outil peut servir de "seconde paire d'yeux" pour aider à repérer des anomalies. Dans d'autres métiers, il peut assister sans remplacer : préparation documentaire, pré-analyse, rédaction de première version, recherche d'informations, mise en forme ou contrôle. L'enjeu n'est donc pas toujours la disparition du poste, mais la redistribution de ses tâches, d'autant plus que bon nombre d'entre elles restent non automatisables.

L'IA ne remplace pas toujours un professionnel dans son ensemble ; elle remplace surtout des segments de son activité. Or, beaucoup de métiers bien rémunérés reposent aussi sur des compétences difficilement automatisables : jugement, responsabilité, relation humaine, arbitrage, créativité profonde, compréhension du contexte, négociation, sens éthique. Un avocat ne se résume pas à la rédaction d'un contrat ; un médecin ne se limite pas à un diagnostic statistique ; un cadre ne se réduit pas à un tableau Excel. Dans certains cas, l'outil enrichit le travail ; dans d'autres, il le simplifie trop ou le fragilise. Tout dépend du secteur, de l'organisation et de la manière dont l'entreprise décide d'utiliser la technologie.

Par ailleurs, l'essor de l'IA crée déjà de nouveaux besoins en compétences. Les entreprises ne se contentent plus de déployer des outils : elles cherchent à encadrer leur usage, à former les salariés, à définir des règles internes et à anticiper les effets sur l'emploi. C'est tout le sens de la multiplication des accords d'entreprise sur l'IA. Leur nombre, recensé sur Légifrance, est passé de 242 accords en avril 2024 à près de 500 en 2025. Plus révélateur encore, la part de ces accords qui traitent explicitement de l'emploi a progressé, passant d'environ un tiers à 41 %. Cela montre que les entreprises, les syndicats et les directions commencent à considérer l'IA non comme un simple gadget, mais comme un sujet stratégique de gestion prévisionnelle des emplois, des compétences et de la formation.

Si les entreprises investissent dans la formation, la menace peut se transformer en adaptation. Les métiers les plus exposés sont souvent aussi ceux dont les titulaires disposent du capital scolaire et de la capacité d'apprentissage les plus élevés. Un cadre, un ingénieur, un juriste ou un communicant peut voir une partie de ses tâches automatisées, mais il peut aussi monter en gamme : superviser l'outil, vérifier ses résultats, gérer les risques, concevoir les consignes, intégrer l'IA dans une stratégie globale, ou se concentrer sur les dimensions les plus complexes et humaines de son métier. L'IA peut donc supprimer des tâches à faible valeur ajoutée tout en renforçant la valeur des compétences de pilotage, de contrôle et d'interprétation.

Le véritable danger n'est pas toujours l'IA elle-même, mais la façon dont les organisations l'utilisent. Si elle sert uniquement à réduire les coûts, elle peut produire des suppressions de postes, de la surveillance et de la déqualification. Mais si elle est intégrée avec des garde-fous, du dialogue social et des investissements dans la montée en compétences, elle peut devenir un levier d'efficacité et non de précarisation. La multiplication des négociations syndicales, les premiers accords d'encadrement, et même la vigilance croissante autour des usages RH montrent qu'un cadre collectif peut encore être construit. Les partenaires sociaux cherchent de plus en plus à éviter une mise en œuvre sauvage de l'IA dans les entreprises. ◆

Les différentes tâches d'un radiologue

Tâches	LLM (court terme)	IAG (moyen terme)	Robot + IAG (long terme)
Préparer des rapports d'interprétation complets des résultats.	automatisable	automatisable	automatisable
Réaliser ou interpréter les résultats des procédures d'imagerie diagnostique, y compris l'imagerie par résonance magnétique (IRM), la tomodensitométrie (CT), la tomographie par émission de positons (TEP), les tests de cardiologie nucléaire sur tapis roulant, la mammographie ou l'échographie.	automatisable	automatisable	automatisable
Documenter l'exécution, l'interprétation ou les résultats de toutes les procédures effectuées.	automatisable	automatisable	automatisable
Communiquer les résultats des examens ou les informations diagnostiques aux médecins prescripteurs, aux patients ou aux familles.	non automatisable	non automatisable	automatisable
Obtenir l'historique des patients à partir des dossiers électroniques, des entretiens avec les patients, des rapports dictés ou en communiquant avec les cliniciens référents.	non automatisable	non automatisable	automatisable
Examiner ou transmettre des images et des informations à l'aide de systèmes d'archivage ou de communication d'images.	non automatisable	non automatisable	non automatisable
Consulter les professionnels de santé concernant les diagnostics basés sur l'imagerie.	non automatisable	non automatisable	automatisable
Reconnaître ou traiter les complications survenant pendant et après les procédures, y compris les problèmes de pression artérielle, la douleur, la sur-sédation ou les saignements.	non automatisable	non automatisable	automatisable
Développer ou surveiller les procédures afin d'assurer un contrôle de qualité adéquat des images.	non automatisable	automatisable	automatisable
Fournir des conseils aux patients en radiologie pour expliquer les processus, les risques, les bénéfices ou les traitements alternatifs.	non automatisable	non automatisable	automatisable
Établir ou appliquer des normes pour la protection des patients ou du personnel.	non automatisable	non automatisable	non automatisable
Coordonner les services de radiologie avec d'autres activités médicales.	non automatisable	non automatisable	non automatisable
Former le personnel radiologique aux techniques, positions ou projections souhaitées.	non automatisable	non automatisable	automatisable
Participer à des activités de formation continue afin de maintenir et développer son expertise.	non automatisable	automatisable	automatisable
Participer à des activités d'amélioration de la qualité, y compris des discussions sur les domaines où le risque d'erreur est élevé.	non automatisable	non automatisable	automatisable

HORIZON SCIENCES PO

- *Koyaanisqatsi*, Godfrey Reggio, 1982

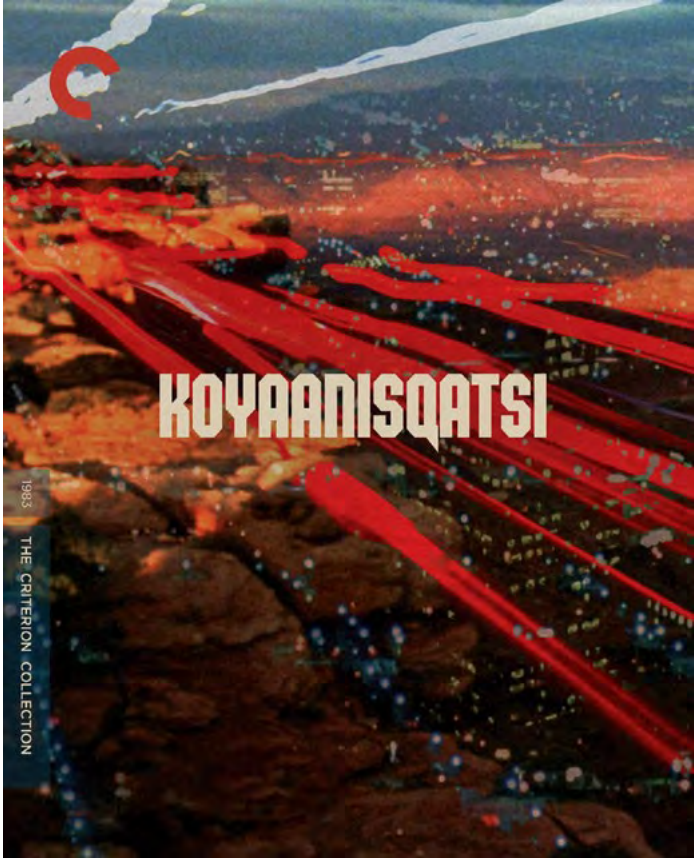
- *Grizzly Man*, Werner Herzog, 2005



Cyril HUNAULT
Tatiana GOLTSBERG

Koyaanisqatsi, 1982

Godfrey Reggio



Présentation de l'œuvre

Koyaanisqatsi est un film documentaire américain réalisé par Godfrey Reggio, sorti en 1982. Le titre est un mot de la langue hopi qui signifie « vie déséquilibrée », « vie folle » ou encore « vie en tumulte qui appelle un autre mode d'existence ». Le film constitue le premier volet de la trilogie Qatsi, suivi de *Powaqqatsi* (1988) et *Naqoyqatsi* (2002). Entièrement dépourvu de dialogues et de narration vocale, le film repose sur le dialogue entre les images de Ron Fricke et la musique minimaliste de Philip Glass.

L'œuvre se présente comme un poème visuel en treize mouvements qui confronte la splendeur des paysages naturels américains à l'accélération frénétique de la civilisation industrielle et urbaine. Par un usage magistral du time-lapse, du ralenti et du montage rythmique synchronisé à la partition de Glass, Reggio produit une expérience sensorielle totale qui interroge le rapport de l'humanité au vivant dans sa globalité[1].

Structure du film

Le film s'ouvre sur des pétroglyphes de la Great Gallery de Horseshoe Canyon, suivis d'un gros plan sur un lancement de fusée, tandis qu'une voix de basse profonde scande le titre. S'ensuivent des séquences de paysages géologiques du Sud-Ouest américain, des formations nuageuses en accéléré, des cascades et des vagues océaniques au ralenti.

Le film bascule progressivement vers l'exploitation des ressources – mines à ciel ouvert, infrastructures électriques, forages pétroliers, jusqu'à un essai nucléaire dans le désert. La deuxième moitié plonge dans la mégapole américaine : flux automobiles en accéléré, chaînes de montage, foules anonymes, immeubles détruits.

Le film se clôt sur la chute d'un débris de fusée en feu et le retour aux pétroglyphes, suivi des trois prophéties hopi.

Les prophéties hopi

Les trois prophéties hopi chantées par un ensemble choral sont traduites avant le générique de fin.

Elles avertissent : si l'on extrait du sol des choses précieuses, on invitera le désastre ; près du Jour de la Purification, des toiles d'araignées seront tissées dans le ciel ; un récipient de cendres pourrait un jour être lancé depuis le ciel, brûlant la terre et faisant bouillir les océans. Ces prophéties font écho à l'extraction minière, aux réseaux électriques et à l'arme nucléaire montrés dans le film.

Les penseurs inspirateurs

Le générique de fin crédite quatre penseurs ayant inspiré le film : Jacques Ellul, Ivan Illich, David Monongye et Guy Debord (ainsi que Leopold Kohr). Leurs pensées convergent autour d'une critique radicale de la modernité technologique et de ses effets sur le vivant[2].

Jacques Ellul (1912-1994) – L'autonomie de la Technique

Sociologue et théologien bordelais, Ellul développe dans *La Technique ou l'Enjeu du siècle* (1954) puis *Le Système technicien* (1977) la thèse de l'autonomie de la Technique. Pour Ellul, la technique n'est pas un outil neutre mais un système englobant qui transforme la totalité de l'existence humaine. Elle échappe désormais au contrôle des individus et obéit à sa propre logique d'efficacité maximale. Tout – politique,

1. David Bordwell et Kristin Thompson, *L'Art du film, une introduction*, De Boeck Supérieur, 2014, p. 402-410.

2. Godfrey Reggio, entretien dans Scott MacDonald, *A Critical Cinema 2*, University of California Press, 1992.

éducation, culture, religion – existe désormais à l'intérieur de la technique[3].

Lien avec le film et le vivant : Koyaanisqatsi illustre visuellement la thèse ellulienne en montrant l'englobement progressif de la nature par le système technicien. Le vivant, dans cette perspective, n'est plus qu'une matière première intégrée au processus technique. Comme l'affirme Reggio : « Ce n'est pas que nous utilisons la technologie, nous vivons la technologie. »

Ivan Illich (1926-2002) – La convivialité contre l'industrialisme

Prêtre, philosophe et théologien autrichien, Illich est l'auteur de *La Convivialité* (1973), où il oppose la société industrielle à une société conviviale où l'outil moderne serait au service de l'individu et non l'inverse. Il identifie cinq menaces de l'industrialisation : la surcroissance qui détruit l'environnement, l'industrialisation qui menace l'autonomie, la surprogrammation qui menace la créativité, la complexification qui menace la politique, et la nouveauté permanente qui menace l'expérience du passé[4].

Lien avec le film et le vivant : Illich est décrit par Reggio comme sa principale source d'inspiration. Le film rend visible la perte d'autonomie du vivant humain face aux institutions industrielles. L'accélération des images urbaines montre des individus réduits à des flux mécaniques, privés de la capacité de subvenir eux-mêmes à leurs besoins fondamentaux. La convivialité illichienne apparaît comme l'horizon de ce que Koyaanisqatsi appelle « un autre mode d'existence ».

David Monongye (v. 1900-1987) – La sagesse hopi

Chef traditionnel (Kikmongwi) du village de Hotevilla, David Monongye fut l'un des quatre aînés hopi désignés en 1946, après les bombardements atomiques sur le Japon, pour révéler la sagesse traditionnelle hopi au monde. C'est lui qui enseigna le mot « koyaanisqatsi » à Reggio. En 1972, il participa à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain à Stockholm. La Roche de la Prophétie hopi représente deux chemins : l'un en harmonie avec la nature, l'autre menant au chaos technologique.

Lien avec le film et le vivant : Monongye incarne une cosmologie où le vivant est un tout interconnecté, soumis à un principe d'équilibre sacré. Sa pensée introduit dans le film une dimension spirituelle et écologique ancienne : la terre n'est pas une ressource à exploiter mais un être vivant dont la profanation entraîne la destruction de l'humanité elle-même. Cette vision préfigure l'éthique environnementale contemporaine et la notion de droits du vivant non humain.

Guy Debord (1931-1994) – La société du spectacle

Théoricien situationniste, Debord publie en 1967 *La Société du spectacle*, où il analyse le spectacle comme un rapport social entre personnes médiatisé par des images, stade achevé du capitalisme où la représentation se substitue à l'expérience vécue. L'aliénation marchande transforme toute réalité en image consommable, y compris la nature et le vivant eux-mêmes[5].

Lien avec le film et le vivant : Koyaanisqatsi peut se lire comme une mise en images de la thèse debordienne. Le film est lui-même un spectacle visuel qui dénonce le spectacle : en montrant la nature réduite à un décor et les humains à des flux anonymes, il révèle comment la société du spectacle anéantit l'expérience immédiate du vivant. Le paradoxe est fécond : seule la puissance esthétique de l'image cinématographique permet de révéler l'aliénation par l'image.

Koyaanisqatsi et le thème du vivant

Le film offre une réflexion d'une richesse exceptionnelle pour le thème du vivant tel qu'il se déploie dans le concours Sciences Po 2026. Plusieurs axes problématiques peuvent être dégagés.

La frontière entre le vivant et l'inerte

Koyaanisqatsi brouille systématiquement la frontière entre le vivant et le non-vivant. Par le time-lapse, les nuages, les ombres et les formations géologiques semblent animés d'un mouvement propre, comme dotés de vie. Inversement, les foules humaines filmées en accéléré perdent leur individualité et deviennent des flux mécaniques, semblables aux chaînes de montage auxquelles elles sont montées en parallèle. Ce brouillage pose la question philosophique fondamentale : qu'est-ce qui définit le vivant ? La capacité d'auto-organisation, l'autonomie, la finalité interne ? Et que devient le vivant humain lorsqu'il est intégré au système technicien[6] ?

La domination technique sur le vivant

Le film donne à voir, dans une progression dramatique saisissante, la soumission croissante du vivant au système technique. Les premières séquences montrent une nature puissante et autonome ; les suivantes révèlent l'extraction des

3. Jacques Ellul, *La Technique ou l'Enjeu du siècle*, Armand Colin, 1954.

4. Ivan Illich, *La Convivialité*, Seuil, 1973.

5. Guy Debord, *La Société du spectacle*, Buchet-Chastel, 1967.

6. Gregory Stephens, « Koyaanisqatsi and the Visual Narrative of Environmental Film », *Screening the Past*, n° 28, 2010.

ressources, l'artificialisation des sols, l'urbanisation totale. La thèse d'Ellul sur l'autonomie de la technique trouve ici son expression cinématographique : la technique n'est pas un outil au service du vivant mais un système qui le colonise, le transforme et finalement le nie. Le vivant, réduit à une variable d'ajustement du système productif, perd sa dignité ontologique.

L'accélération et les rythmes du vivant

L'une des grandes réussites esthétiques et théoriques du film est de rendre perceptible le conflit entre les rythmes du vivant (cycles naturels, répétition saisonnière, temps long géologique) et l'accélération technique (flux continu, obsolescence, vitesse). La musique répétitive de Philip Glass incarne cette tension : ses motifs cycliques évoquent les rythmes organiques, tandis que leur accélération progressive mime l'emballement de la machine industrielle. Le vivant se définit ici par sa temporalité propre, irréductible à la temporalité technique.

Écologie et spiritualité : une ontologie relationnelle du vivant

La présence des prophéties hopi et l'influence de Monongye inscrivent le film dans une ontologie relationnelle où le vivant n'est pas un ensemble d'êtres isolés mais un réseau de relations d'interdépendance. Extraire du sol des « choses précieuses », c'est rompre l'équilibre d'un système vivant global. Cette vision préfigure les débats contemporains autour de l'hypothèse Gaïa, de l'écologie profonde et des droits de la nature. Elle rejoint la critique illichienne d'une surcroissance qui détruit l'environnement et l'analyse debordienne d'une réalité vivante réduite à un spectacle consommable.

Le vivant comme norme et comme critique

Le mot « koyaanisqatsi » implique une norme : il n'y a de « vie déséquilibrée » que par référence à une vie en équilibre. Le film propose ainsi le vivant non seulement comme objet de connaissance scientifique mais comme critère normatif de jugement sur la civilisation. C'est une perspective fondamentale pour la dissertation : le vivant peut servir de norme pour évaluer les modes d'organisation sociale, les choix technologiques et les modèles économiques. Cette approche traverse également la pensée de Canguilhem, pour qui le vivant est essentiellement normatif (il crée ses propres normes), et de Hans Jonas, dont l'éthique de la responsabilité fait du vivant le fondement de l'obligation morale.

Le film est disponible sur Apple TV et Orange.
ATTENTION : le film disponible en intégralité sur YT n'est pas conforme à l'original. ◆



À RETENIR…
Koyaanisqatsi constitue une référence originale et puissante pour le thème du vivant. Ce poème visuel permet de mobiliser simultanément la critique de la technique (Ellul), la convivialité (Illich), la spectacularisation du réel (Debord) et la sagesse écologique autochtone (Monongye). Le film démontre que la question du vivant est indissociable de celle de la technique, de la temporalité, de la norme et de la représentation. Il offre au candidat une entrée transdisciplinaire et esthétiquement marquée dans les enjeux contemporains du vivant.

Grizzly Man, 2005

Werner Herzog

Né en 1942, Werner Herzog est à la fois écrivain, réalisateur, metteur en scène et acteur. Figure majeure du cinéma allemand des années 60-70, il est considéré comme l'un des fondateurs du *Nouveau cinéma allemand* dont l'objectif est de sortir du pur divertissement et de porter la critique sociale et politique à l'écran.

Dans ses films, Herzog s'intéresse essentiellement à des individus que l'on pourrait qualifier de "personnages" dont les rêves semblent inatteignables et les ambitions inhabituelles. Les protagonistes qui font l'objet de ses recherches sont souvent dotés de qualités singulières et quelque peu mégalomanes. Ils affrontent très fréquemment une nature cruelle et vengeresse, l'un des thèmes de prédilection d'Herzog. Dans plusieurs de ses films et dans certains de ses écrits, il est question de l'opposition ou de la rencontre entre une sombre humanité et une nature toute puissante.



Grizzly man : Timothy Treadwell et les ours d'Alaska

Dans ce documentaire de 2005, Werner Herzog rassemble une partie des images filmées par Timothy Treadwell, un homme au parcours chaotique ayant décidé de protéger les grizzlys de la réserve de Katmai en Alaska. Treize étés durant, Treadwell a vécu au milieu du labyrinthe des ours dans une proximité dangereuse avec ces animaux sauvages près desquels il campait de façon assez rudimentaire. Le reste de l'année, Timothy Treadwell intervenait dans des écoles élémentaires pour sensibiliser la jeune génération à l'importance de la protection des animaux sauvages.

Si le protagoniste semble extrêmement loufoque et sujet à un déséquilibre psychologique sous-entendu dans certains entretiens intégrés au film, il offre par ailleurs au spectateur des images d'animaux d'une rare beauté. Durant ses séjours prolongés dans la réserve, Treadwell parvient à côtoyer de près les ours et les renards qui y vivent, défiant les règles de sécurité imposées par les autorités locales.

Cette dangereuse expérience et la trop grande confiance de Treadwell en sa capacité à tisser des liens avec les bêtes lui vaudront, à lui et à sa compagne venue le rejoindre, de mourir dévorés par un ours à l'été 2003.

Lien avec le thème du Vivant

Bien que Timothy Treadwell ne soit doté d'aucune qualification officielle justifiant cette expérience extrême au sein d'une réserve naturelle, il réalise dans les faits un exploit considérable en parvenant à se faire accepter, treize étés durant, par une horde d'ours qui pour la plupart évoluent autour de lui avec indifférence.

Toujours tenté de s'approcher plus près, cet homme qui semble tout à la fois naïf et exalté verbalise le désir de vivre en harmonie avec la nature et l'ensemble des animaux qu'il chérit.

Il s'autoproclame protecteur des ours, un rôle dont on peut se demander s'il a vraiment vocation à exister dans une réserve dont l'objectif est de remplir précisément cette fonction. Au fil du documentaire, ce positionnement quelque peu farfelu est mis à mal par les révélations qui sont faites sur Treadwell. En effet, cette mission dont il s'est investi cache une grande fragilité et un passé douloureux fait d'échecs, notamment amoureux, et d'addictions. Sa rencontre avec les ours et son plaisir à se mettre en scène dans des conditions si sauvages plaident en faveur du désir d'une vie plus simple, coupée de la complexité des rapports humains. C'est en tout cas ce que souligne Werner Herzog qui narre toute l'histoire de cet homme singulier.

« *Il faut sortir de l'aliénation que produit notre civilisation. Mais la drogue, l'alcool, la mélancolie et in fine, la folie et/ou la*

mort ne sont pas une solution, il faut trouver autre chose ». Ces paroles d'Antonin Artaud, rapportées par Nastassja Martin dans Croire aux fauves, et leur suite (« *C'est ce que j'ai cherché dans les forêts du Nord, ce que je n'ai que partiellement trouvé, ce que je continue de traquer* ») font écho à la trajectoire de Timothy Treadwell, libéré de ses démons intérieurs par l'appel de la nature et le besoin, réel ou imaginaire de protéger les ours d'Alaska.

Auprès des ours, il se sentait utile, accepté, à sa place.

Son attraction irrépressible pour les bêtes et sa volonté de s'approcher toujours plus près des ours, le spectateur la ressent très bien, et elle n'est pas sans rappeler la tentation similaire de Nastassja Martin qui, ignorant le danger, s'était elle aussi sentie happée par la vie sauvage.

Conclusion et références connexes

La dernière video de Timothy Treadwell montre un ours en train de se mouvoir dans l'eau. A ces images, Werner Herzog déclare n'y voir « *qu'une accablante indifférence de la nature* », et d'insister : « *Pour moi il n'y a pas d'univers secret des ours. Ce regard vide n'exprime qu'un vague intérêt pour la nourriture. Mais pour Timothy, cet ours était un ami, un sauveur.* » Ces mots qui résonnent comme une sentence, rappellent au spectateur que le monde sauvage ne peut être dompté.

« *Ce n'est pas tant un regard sur la nature qu'un aperçu de nous-même, de notre nature. C'est ce qui, au-delà de sa mission, donne un sens à sa vie, à sa mort.* » Ainsi se termine le documentaire de Werner Herzog, sur l'idée qu'il importe peu de savoir si Treadwell avait raison ou tort de se croire le protecteur des ours de la réserve de Katmai.

En 2022, il réalise un nouveau documentaire intitulé « *Au cœur des volcans : requiem pour Katia et Maurice Krafft* » dans lequel il utilise les images tournées par les deux vulcanologues susnommés, tous deux morts dans une coulée pyroclastique au Japon. ◆

ALLER PLUS LOIN...

RADIO FRANCE : Plusieurs podcast pour une découverte plus approfondie du réalisateur


tremplin le mag